

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Dimanche 30 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°114 ■

LE SECTEUR DU BÂTIMENT EN TÊTE

## 42 946 accidents du travail en 2022

Des pertes énormes sont causées annuellement par les accidents du travail. Les charges de la Caisse nationale de la sécurité (CNAS) ne cessent d'augmenter d'année en année. Même l'outil de production est également impacté par ces accidents du travail, dont les premières causes sont dues aux non-respects des mesures de protection, notamment dans le secteur du bâtiment.

P 3



Finances  
Fitch dégrade  
la note  
de la France

P 11

Investissement dans l'Agriculture  
et Tourisme

**Appel au renforcement  
de la coopération  
algéro-américaine**

L'ambassadrice américaine en Algérie, Elizabeth Moore Aubun, a évoqué lors de sa visite qui l'a menée dans la wilaya d'Ain Témouchent, l'existence d'une « volonté ferme entre l'Algérie et Washington de renforcer les mécanismes de coopération dans les domaines du tourisme et de l'agriculture ».

P 2

À la veille des réductions de production  
de l'Opep+

**Forte hausse des prix  
du pétrole**

Les prix du pétrole ont augmenté vendredi avec les coupes de production imminentes de certains pays de l'Opep+ ainsi que l'arrivée de la "saison de la conduite", malgré des craintes persistantes de récession mondiale.

P 4

Tourisme domestique  
**El Bahia a la côte**

Les vacances approchent. Selon des patrons d'agence de voyage, les carnets de commande pour des vacances à Oran sont pleins. Ces sources nous précisent que cet engouement, est le résultat de la ferveur enclenchée par jeux méditerranéens, qui ont fait mieux connaître la wilaya et par extension, les wilayas limitrophes, telles qu'Ain Témouchent ou Tlemcen.

P 5

Air Algérie/Acquisition  
de 15 avions

**Attribution provisoire  
du marché à Boeing  
et Airbus**

P 2

Barrages

**Un taux de remplissage  
de 32%**

P 3

Gestion des structures touristiques

**Introduction prochain  
d'un système numérique**

P 5

PÊCHE

Les rencontres algéro-tunisiennes en mai

Des rencontres professionnelles B to B algéro-tunisiennes du secteur de la pêche et de la production halieutique seront organisées du 22 au 25 mai 2023 à Alger. Une manifestation organisée par le Centre tunisien de promotion des exportations (CEPEX) via sa représentation commerciale à Alger. Cette mission se déroulera en marge de la 8e édition du Salon de la Pêche durable et des produits halieutiques « Djazaqua » dont l'Italie sera l'invité d'honneur. Par ailleurs, les rencontres algéro-tunisiennes sont l'occasion pour les entreprises tunisiennes spécialisées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture de présenter leurs produits et leur savoir-faire aux acheteurs algériens, indique la Cepex.

Au programme de ces rencontres, une visite de prospection au salon "Djazqua", des rencontres professionnelles B2B avec de potentiels repreneurs algériens, et des visites d'entreprises et de sites de production algériens, selon le CEPEX.

HYDRAULIQUE

Le nombre d'autorisations de forage de puits a doublé entre 2021 et 2022

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a déclaré, jeudi à Alger, que le nombre d'autorisations de forage de puits a doublé entre 2021 et 2022. S'exprimant lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Derbal, a fait état de plus de 26.000 autorisations octroyées en 2022 contre 13.000 en 2021 et 6.000 en 2020. Des instructions ont été émises par les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture portant examen et traitement des demandes d'autorisation de forage et d'exploitation des puits dans "des délais ne dépassant pas 30 jours", a ajouté M. Derbal.

INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE ET TOURISME

Appel au renforcement de la coopération algéro-américaine

L'ambassadrice américaine en Algérie, Elizabeth Moore Aubun, a évoqué lors de sa visite qui l'a menée dans la wilaya d'Ain Témouchent, l'existence d'une « volonté ferme entre l'Algérie et Washington de renforcer les mécanismes de coopération dans les domaines du tourisme et de l'agriculture ».

Par Slimane T

L'ambassadrice américaine a déclaré : « Nos deux pays ont des liens profonds, et notre priorité en Algérie est de développer des voies de coopération et d'échanges dans les domaines du tourisme et de l'agriculture, d'autant plus qu'il existe un cadre de travail dans ce domaine avec les partenaires économiques algériens ». La diplomate a appelé au renforcement de la coopération dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, après le problème du phénomène de la sécheresse auquel sont confrontés les deux pays, car elle a indiqué que son pays est à la recherche de mécanismes pour rationaliser l'utilisation de l'eau pour y faire face. Durant son déplacement dans la wilaya d'Ain Témouchent, l'ambassadrice américaine a eu à s'enquérir de la qualité des produits industriels pour certains investisseurs locaux, comme l'usine de production de gants médicaux, qui exporte ses produits, l'usine de production de câbles électriques, et une autre pour la production d'huile d'olive.

L'ambassadrice américaine en Algérie a appelé les entrepreneurs à se rapprocher des deux bureaux de l'ambassade américaine en économie et agriculture, en vue de renforcer les mécanismes de coopération et d'échanges économiques et de créer des relations de partenariat entre les institutions des deux pays. Par ailleurs, dans la wilaya d'Oran, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, a souhaité voir plus de coopération bilatérale, de partenariat et d'investissement dans tous les domaines d'intérêt commun, compte tenue des opportunités de coopération s'offrant aux deux parties. Dans le même sillage, elle a soutenu que le projet de ligne aérienne reliant Alger et New York pourrait « renforcer davantage les liens économiques entre les deux pays ». Cette conférence, parrainée par l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, est organisée durant trois jours par l'organisation "World Learning Algeria". Elle comprend plusieurs ateliers, dont ceux ayant pour thèmes "l'anglais comme moyen d'enseignement", "l'introduction de jeux en salle de classe pour rendre l'enseignement plus amusant" et "l'animation d'une salle de classe".

AIR ALGÉRIE/ACQUISITION DE 15 AÉRONEFS

Attribution provisoire du marché à Boeing et Airbus

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé l'attribution provisoire de son marché relatif à l'acquisition de 15 aéronefs neufs, aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus. Selon l'avis d'attribution provisoire publié sur le site-web de la compagnie, le marché des moyens porteurs a été attribué à l'américain Boeing alors que celui des gros porteurs a été attribué à l'euro-péen Airbus.

Ainsi, Boeing devra fournir à Air Algérie 8 aéronefs de type B 737-9 max (module 170-210 sièges). De son côté, Airbus fournira à la compagnie nationale 5 aéronefs de type A 330-900 (module 280-320 sièges) et 2 autres de type A 350-1000 (module 350-450 sièges), précise-t-on de même source. Ces résultats surviennent "conformément à la procédure de passation des marchés de l'entreprise l'EPE/SPA Air Algérie", suite à la consultation n

01/AH-DG/2022, relative à l'acquisition de 15 aéronefs neufs. Par ailleurs, Air Algérie a lancé une consultation internationale ayant pour objet "le leasing opérationnel d'une flotte pouvant atteindre 10 avions". Il s'agit de 6 avions gros porteurs (quatre aéronefs A330-200/300 GE et deux A330-900), ainsi que 4 autres avions moyens porteurs de modèle (deux aéronefs B737-800 et deux B737-9 Max).

Cette consultation s'adresse "exclusivement aux sociétés de Leasing, compagnies aériennes et constructeurs disposant des autorisations (agrément, certificats ou autres documents) régissant l'activité leasing opérationnel des aéronefs utilisés dans le transport civil commercial". La date limite de réception des offres est fixée au 22 mai prochain, selon l'avis de consultation publié dans le même site-web.

RE

AADL

Distribution de plus de 80% du programme de logement réalisé

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a salué, jeudi à Alger, les réalisations de l'Agence "AADL" dans le domaine de l'habitat, précisant que plus de 80% des 560.000 logements réalisés au titre de cette formule ont été distribués. Lors d'une plénière à l'APN consacrée aux questions orales et présidée par Ahcene Hani, vice-président, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Basma Azouar et des membres du gouvernement, le ministre a indiqué que "AADL a réalisé 560.000 logements au niveau national dont 80 à 85 % ont été distribués". Relevant que la durée de réalisation est maîtrisée, le ministre a rassuré les souscripteurs AADL orientés vers les différents sites que ses services ministériels œuvrent avec les différents services concernés à assurer toutes les structures nécessaires aux bénéficiaires.

En réponse à une question de la députée Leila Lyazidi (Front El Moustakbal) sur les normes adoptées par l'AADL pour l'orientation de ses souscripteurs, M. Belaribi a expliqué que l'opération d'orientation était "automatiquement" et qu'elle n'était pas "avec la facilité que l'on peut imaginer au vu de la multitude des sites et des choix". Après avoir détaillé les différentes normes suivies, telles que le taux d'avancement des travaux, le choix du site par le souscripteur et sa situation familiale ainsi que son dossier médical, le ministre a rassuré les souscripteurs orientés vers des sites qu'ils refusent, à l'instar de "la cité Haouch Errih" dans la wilaya de Blida. M. Belaribi a précisé, à ce sujet, qu'il s'agit "d'un pôle urbain comportant près de 10.000 logements et toutes les structures nécessaires y seront installées à l'instar des

autres pôles". A une question du député Djamel Ouzaghla (Indépendants) sur la révision des règles fixant l'octroi du logement public locatif (LPL) notamment la condition du revenu des ménages fixé à 24.000 DA, le ministre a affirmé que la révision de ces règles s'inscrit dans le cadre "du décret exécutif qui est en cours d'adoption définitive et de publication prochainement". Il a, cependant, précisé que la révision concerne le volet relatif à la distribution et que l'augmentation du seuil maximum du revenu familial (24.000 DA) "n'est pas à l'ordre du jour actuellement", évoquant en revanche "la possibilité d'étudier cette proposition à l'avenir selon les mutations socioéconomiques".

RE

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.99  
(021) 73.99.19

## LE SECTEUR DU BÂTIMENT EN TÊTE 42 946 accidents du travail en 2022

Des pertes énormes sont causées annuellement par les accidents du travail. Les charges de la Caisse nationale de la sécurité (CNAS) ne cessent d'augmenter d'année en année. Même l'outil de production est également impacté par ces accidents du travail, dont les premières causes sont dues aux non-respects des mesures de protection, notamment dans le secteur du bâtiment.

Par Sirine R

Les ouvriers dans ce secteur ne donnent pas assez d'importance aux mesures de préventions et de sécurité. Il suffit d'effectuer une visite à chantier de construction de bâtiment pour constater de visu cette négligence de la part des ouvriers, dont les retombées sont conséquentes. En effet, durant l'année 2022, la CNAS a enregistré 42 946 accidents de travail ! Et cela sans compter les cas enregistrés dans le secteur informel. Le nombre est certes en baisse comparativement aux années précédentes (74 555 cas en 2018), selon les chiffres présentés hier par le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, mais il reste plus au moins élevé. Les charges de la Cnas demeurent importantes, dira-t-il, lors d'une cérémonie commémorant la journée mondiale de sécurité et santé au travail. Cette journée coïncidant le 28 avril de chaque année a été placée cette année sous le thème : «Un milieu de travail sûr et salubre». S'agissant des pathologies professionnelles, le ministre Bentaleb a noté que le nombre de cas est en forte baisse durant ces cinq dernières années (-47%) en passant de 410 cas en 2018 à 2016 en 2022. Il a annoncé

dans ce cadre, que la CANS a mis en place un système d'information pour le suivi des accidents du travail et l'application des conditions de sécurités dans les différents domaines. Sur un autre registre, le ministre a fait savoir que les services de l'Inspection générale du travail ont procédé à l'inspection de 128 618 entreprises en 2022, employant 3 millions et 559 402 travailleurs. Ces opérations ont été soldées par l'établissement de 4471 Procès verbaux (PV) et de 142 338 mises en demeure adressées à des entreprises. Les pouvoirs publics mettent, donc, sous-entend-il, les bouchées doubles pour garantir un environnement professionnel sain et atteindre, par la même, les objectifs des Nations unies pour le développement durable à horizon 2030. Il a annoncé que les services compétents de son département préparent un projet de décret exécutif portant conditions de formation des travailleurs et des procédures liées aux programmes de prévention contre les risques encourus sur les lieux de travail. «L'Algérie dispose d'un important dispositif législatif sur lequel s'appuie la politique nationale en matière de sécurité et de santé au travail et engage des projets pour conforter le cadre réglementaire et renforcer les me-

sures préventives mises en œuvre », a indiqué à l'APS la sous-directrice de la prévention des risques professionnels au ministère du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale, Lamia Bouteldja. Ainsi, une actualisation du "profil national" en matière de sécurité et de santé au travail est en cours. Il est destiné à servir de "document de référence" pour l'élaboration des futurs plans d'action en matière de sécurité et de santé au travail. Par la même occasion, Mme Bouteldja a relevé que la prévention est «une priorité majeure et permanente» dans la politique nationale de sécurité et de santé au travail et représente «un droit fondamental» pour la protection des travailleurs contre les risques professionnels. D'autres dispositions ont été mises en œuvre dans la politique nationale pour améliorer la prévention des risques professionnels et promouvoir la sécurité et la santé au travail, à l'instar des activités engagées, notamment par l'institut national de prévention des risques professionnels (INPRP), l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (OPREBATHPH).

### ASSURANCES

## Traitement de plus de 213 000 doléances liées aux remboursements via la plateforme numérique

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé le traitement de plus de 213 000 doléances liées aux remboursements de l'assurance via la plateforme numérique des compagnies du secteur, depuis son lancement en octobre dernier, sur un total de plus de 263 doléances transférées via la plateforme. Répondant aux questions orales des députés lors d'une séance plénière à l'APN, présidée par Ahcene Hani, vice-président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Basma Azouar, le ministre souligné que 263723 doléances ont été enregistrées via la plateforme numérique des compagnies d'assurance, créée en octobre dernier sous la supervision de la direction des assurances traitant également les recours entre compagnies, dont 213346 ont été traitées. Répondant à la question du député Ali Bensebgag (Indépendants), le ministre a indiqué avoir donné des instructions aux responsables des compagnies d'assurance pour «prendre les mesures nécessaires» susceptibles d'améliorer les remboursements des dossiers de sinistres, notamment en termes de réduction des délais de règlement des dossiers de remboursement liés aux risques simples, ainsi que ceux relatifs à l'assurance auto qui constitue la plus grande part de l'activité des compagnies d'assurance. Il a ajouté que le ministère avait fixé «un délai maximum de 21 jours pour le versement de ces remboursements». Faïd a indiqué que la question des indemnités en matière d'assurance est sous le suivi des services du ministère notamment la commission de supervision des assurances.

R.E.

### BARRAGES

## Un taux de remplissage de 32%

Le ministre de l'hydraulique, Taha Derbal, a révélé que le taux de remplissage des barrages dans les wilayas, s'élève à 32 %. Un niveau en baisse par rapport à l'année précédente. Le ministre Derbal a indiqué, hier samedi, lors d'une conférence de presse tenue en marge de la réunion nationale avec les cadres du secteur, que le stock de barrages est diminué depuis des années, expliquant que des travaux sont en cours pour renouveler les réseaux afin d'éviter les pertes d'eau. Il a affirmé, par ailleurs, que le gouvernement procédera au gel de tous les projets du secteur, selon la priorité, quelle soit liée à l'assainissement, à l'irrigation agricole et à l'approvisionnement en eau potable. Il a souligné que ses services travaillent en coordination continue pour faire face à la situation de manque de précipitations. Se référant au renouvellement des réseaux pour réduire les taux de perte d'eau. Dans ce contexte, a-t-il dit, les déperditions d'eau comportent deux volets, le volet commercial et le volet service public, soulignant que les prix de l'eau n'ont pas été révisés depuis des années. Le ministre, a

également affirmé que les dettes pèsent sur l'Algérienne Des Eaux (ADE), et le besoin d'argent se fait grandement sentir pour garantir les services fournis. Des travaux sont en cours pour recouvrer les créances, a-t-il confirmé. Le haut responsable en charge du secteur de l'hydraulique, a évoqué les usines de dessalement, où il a dit qu'elles sont d'une grande importance et permettraient de sécuriser la ressource en eau. Il a souligné que 40% de l'eau potable sera garantie par 5 usines de dessalement, qui sont en cours de réalisation. En ce qui concerne l'approvisionnement en eau pendant l'été, le ministre a déclaré que la situation n'est pas préoccupante, car un plan d'action clair a été établi pour fournir de l'eau pendant l'été. En indiquant que le ministère essaie autant que possible de réduire les fluctuations dans l'approvisionnement en eau, soulignant que la situation sera maîtrisée. Synthèse

R.E.

### AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DE LA DGI

## Lancement d'un projet de jumelage entre Algérie et l'UE

Un projet de jumelage entre la Direction générale des impôts (DGI), la Direction générale des finances publiques (DGFP) de France et l'Agence suédoise des impôts a été lancé, jeudi, en vue d'améliorer la performance de la DGI en matière de fiscalité internationale et de mobilisation de nouvelles ressources fiscales par la voie de la coopération. La cérémonie du lancement qui s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) à Alger, a été supervisée par le ministre des Finances, Laaziz Fayad qui a mis en avant l'importance de ce projet qui s'inscrit dans le cadre du programme de facilitation d'appui aux priorités de partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). Ce jumelage permet d'adopter les meilleures pratiques en matière de fiscalité internationale, de contrôle des revenus et de l'impôt sur la fortune, a fait savoir le ministre qui a souligné que "la concrétisation du programme de modernisation de l'administration fiscale suivant la vision stratégique s'appuyant sur l'augmentation des revenus de la fiscalité ordinaire, l'amélioration du climat d'affaires, le renforcement de l'investissement et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, est tributaire de la mise à disposition d'outils modernes et de l'acquisition de mécanismes de travail et des capacités administratives compétentes". Au vu des changements survenus sur les normes fiscales internationales au cours des dernières années, dus particulièrement à la numérisation de l'économie, la prolifération de l'évasion fiscale et les plans de fraude fiscale, il est impératif de développer les législations et les pratiques fiscales ainsi que les capacités des

fonctionnaires de l'administration fiscale, a-t-il dit. Il a affirmé en outre que ce projet, à travers les sessions de formation qu'il contient au profit des cadres de la direction des impôts en Algérie et dans les pays de l'UE, sera "un espace d'échange des expertises et de transfert de connaissances pour constituer un autre exemple de coopération fructueuse à promouvoir au niveau des relations privilégiées avec nos partenaires de l'UE". Le programme tracé dans le cadre du projet de jumelage sera à même d'améliorer la maîtrise par les cadres de l'administration fiscale algérienne de la négociation et de la gestion des conventions fiscales internationales, en sus d'asseoir des méthodes de gestion plus efficaces en termes de contrôle fiscal des particuliers, au titre de l'enquête approfondie sur la situation fiscale globale, et le contrôle des prix de transfert entre les entreprises situées dans divers pays. Le budget réservé au projet de jumelage d'une durée de 22 mois est estimé à 1 million d'euros, pris en charge par l'Union européenne (UE), conformément aux explications fournies lors de la cérémonie de lancement. Pour sa part, la directrice générale des impôts (DGI), Mme Amel Abdellatif a affirmé l'importance du jumelage qui permet à l'administration d'améliorer sa performance en matière de fiscalité internationale, estimant que "le développement effréné des technologies de l'information et de la communication et l'apparition de nouvelles formes de fraude fiscale ont rendu difficile l'adaptation des systèmes fiscaux et la maîtrise de l'érosion de l'assiette fiscale ainsi que le transfert des bénéfices, ce qui in-

flue négativement sur les ressources financières des Etats". Elle a souligné, dans ce sens, que cette situation confirme la nécessité d'asseoir une coopération fiscale internationale pour rechercher les produits soumis aux impôts, notamment en matière d'échange d'informations à des fins fiscales. Dans ce contexte, le responsable a rappelé que la DGI a adhéré en août 2021 au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements "en vue de doter l'administration en informations nécessaires à la reformulation des règles fiscales", ajoutant que l'objectif de cette adhésion est de "soliciter l'aide administrative dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales". Le projet de jumelage entre l'Algérie et le consortium Algéro-Suédois va de pair avec la stratégie algérienne en la matière visant la mise à jour des législations de manière à mobiliser les ressources fiscales suffisantes pour le financement des dépenses publiques et l'économie nationale, a expliqué le responsable. D'après Mme Abdellatif, la direction générale des impôts envisage l'installation des équipes spécialisées dans la fiscalité internationale, le contrôle des prix de change. Ces équipes auront pour mission également de mener des enquêtes approfondies dans la situation fiscale globale qui concerne les recettes et la richesse, a ajouté la directrice générale des impôts. Intervenant à l'occasion, le directeur général Europe au ministère des Affaires étrangères, M. Mohamed El Amine Bencherif a souligné que la coopération technique entre l'Algérie et l'UE contribue "grandement" dans l'appui du partenariat bilatéral.

R.E.

ENERGIE

**Le PDG de Sonelgaz reçoit des responsables de General Electric**

Le président directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, jeudi à Alger, une délégation de responsables du Groupe General Electric (GE), conduite par son directeur exécutif Power Services pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud, Joseph Anis en vue d'examiner les projets communs entre les deux groupes, a indiqué un communiqué de Sonelgaz.

La réunion qui s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonelgaz, en présence de nombre de ses cadres dirigeants, a permis de passer en revue plusieurs projets communs entre Sonelgaz et General Electric en vue d'accélérer la cadence de réalisation", a précisé le communiqué. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques organisées par M. Adjal avec General Electric qui est lié avec Sonelgaz par plusieurs contrats de partenariat à l'image de l'accord de joint-venture General Electric Algeria Turbines (GEAT), a ajouté le communiqué.

Adjal a affirmé que le groupe Sonelgaz est attaché à son partenariat avec General Electric, veut exploiter ce partenariat dans l'appui du programme d'intégration nationale.

Pour sa part, M. Joseph Anis s'est dit pleinement satisfait de la souplesse marquant les relations entre les deux parties notamment en termes de réalisation des projets.  
R E

**SALON DE LA SANTÉ "SIMEM"**

**DU 3 AU 6 MAI PROCHAIN  
Plus de 200 exposants attendus à la 25ème édition**

Plus de 200 exposants prendront part à la 25ème édition du Salon de la santé (SIMEM), qui se tiendra au Centre des conventions d'Oran (CCO) du 3 au 6 mai en cours, a-t-on appris auprès des organisateurs.

"Deux-cent-trois (203) exposants, présentant les produits et les équipements de quelque 500 firmes d'une trentaine de pays, sont attendus à cette édition", a indiqué la directrice de l'agence organisatrice "Eventia", Yasmine Chaouche, lors d'une conférence de presse organisée, samedi à Oran, pour la présentation de cette nouvelle édition. Ce salon regroupe, comme chaque année, des exposants de divers domaines de la santé, comme l'imagerie médicale, les laboratoires d'Analyse, les dispositifs médicaux, le mobilier hospitalier, les salles opératoires, l'instrumentation, les consommables, l'hygiène hospitalière, la numérisation, la formation médicale, les publications spécialisées et les services financiers, entre autres. Les organisateurs ont, par ailleurs, préparé un riche programme de conférences scientifiques des JSS (Journées Scientifiques du SIMEM), qui sera organisé en marge de l'exposition, a-t-on fait savoir, ajoutant que la thématique retenue pour cette année porte sur les "avancées technologiques et amélioration des soins de santé". Ces journées scientifiques comportent 44 communications scientifiques, 16 ateliers de formation et 4 symposiums, ce qui permettra d'aborder et de débattre des progrès réalisés et des recherches en cours dans pas moins de 25 spécialités médicales, a-t-on ajouté.

Réalisées en partenariat avec 16 organismes spécialisés dans différents créneaux de la santé, ces JSS sont animées par des experts nationaux et étrangers, a-t-on encore noté.

Un espace "Talk&Show" ouvert aux visiteurs accueillera, pour sa part, des panels d'experts, des présentations de produits ou de sociétés, des projections de vidéos et des démonstrations diverses.

R. E.

**À LA VEILLE DES RÉDUCTIONS DE PRODUCTION DE L'OPEP+  
Forte hausse des prix du pétrole**

*Les prix du pétrole ont augmenté vendredi avec les coupes de production imminentes de certains pays de l'Opep+ ainsi que l'arrivée de la "saison de la conduite", malgré des craintes persistantes de récession mondiale.*

**Synthèse R E**

**L**e baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, dont c'était le dernier jour de cotation, a gagné 1,49% à 79,54 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a pris 2,57% à 76,78 dollars.

"Les réductions de production d'un million de barils par jour de l'Opep+ se mettent en place lundi", a rappelé Bob Yawger, analyste pour Mizuho USA, ce qui est haussier pour les cours. Ces coupes de production, annoncées par les pays exportateurs au début du mois, doivent durer jusqu'à fin 2023.

Par ailleurs, à la veille d'un long week-end férié pour les marchés européens, les courtiers, qui ont beaucoup vendu

cette semaine dans la crainte d'un fléchissement de la demande avec la récession qui semble se profiler, "n'ont pas voulu rester sur ces positions", a-t-il expliqué.

"Les signaux sont contrastés", ont indiqué les analystes d'Energi Danmark, avec "la forte baisse des stocks de pétrole brut aux États-Unis mercredi, tandis que les craintes de récession sont très présentes sur les marchés".

Le ralentissement de l'économie américaine s'est confirmé au premier trimestre, pesant sur les cours du brut en ravivant les appréhensions d'une demande moins robuste dans le premier pays consommateur de pétrole au monde.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) aux États-Unis s'est établie à seulement 1,1% en rythme annualisé, premier signe tangible des effets de

l'envolée des taux de la Réserve fédérale (Fed) menée depuis un an pour lutter contre l'inflation.

Cela représente "une chute brutale par rapport aux 2,6% enregistrés au quatrième trimestre 2022 et est bien en deçà des 2% attendus", souligne Stephen Brennock, analyste pour PVM Energy. Cela dit, "les inquiétudes concernant la demande ne sont pas encore étayées par des données concrètes", rappelle Carsten Fritsch, de Commerzbank, qui souligne que la consommation d'essence a fortement augmenté aux États-Unis la semaine passée.

De plus, celle-ci culmine pendant les mois d'été, précise-t-il, avec la "saison de la conduite" américaine, surnom donné à une période de fin mai à début septembre pendant laquelle nombre d'Américains partent en vacances en voiture.

**ALGÉRIE/SYRIE**

**Signature d'un procès-verbal dans le domaine de l'énergie et des mines**

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre syrien du Pétrole et des Ressources minérales, Firas Hassan Kaddour ont signé, jeudi à Alger, le procès-verbal des entretiens entre les deux parties, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Le procès-verbal des entretiens qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations al-

géro-syriennes dans le domaine de l'énergie et des mines et l'examen des perspectives de partenariat et d'investissement dans les deux pays, englobe l'exploration et la prospection des hydrocarbures, le raffinage et les études sismiques, la coopération en matière de commercialisation du pétrole brut et des produits pétroliers, ainsi que la coopération dans les domaines de la formation et de

l'échange d'expertise", a précisé le communiqué.

"Le champ de coopération inclut également les domaines de la maintenance, des équipements, des pièces de rechange électriques, des mines, de l'exploitation des ressources minérales, de la formation et des ressources humaines", selon la même source.

La signature a eu lieu à l'issue de la rencontre tenue, ce jeudi

au siège du ministère, entre les deux ministres, en présence de la délégation du ministère syrien du Pétrole et des Ressources minérales et des représentants de la société syrienne d'électricité, en sus de responsables des groupes Sonatrach, Sonelgaz et de la raffinerie de Sidi Rezine, lit-on dans le document.

**ENERGIE**

**Exploitation de tous les réseaux pour atteindre une couverture totale en électricité**

**L**e ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé jeudi que le Gouvernement poursuivait ses efforts pour atteindre une couverture totale en électricité, et ce à travers l'exploitation de différents types de réseaux, y compris les énergies renouvelables.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales et présidée par M. Ahcen Hani, vice-président de l'assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Arkab a précisé que le Gouvernement s'attelle actuellement, sur décision des autorités supérieures du pays, à raccorder tous les foyers du pays à l'électricité, en utilisant tous les moyens et les réseaux nationaux de production et de distribution d'énergie électrique.

"Le raccordement des foyers à l'électricité à l'échelle nationale sera généralisé à travers l'exploitation de tous les réseaux de production qui utilisent le gaz naturel ou d'autres ressources, y compris les énergies renouvelables", a répondu le ministre à une question du député du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Houdaïfa Zeghouane, sur les projets d'électricité dans la wilaya de Sétif.

"L'opération est en cours jusqu'au raccordement de tous les foyers à l'énergie électrique",

a-t-il ajouté.

Concernant cette wilaya, le ministre de l'Énergie a affirmé qu'à l'instar d'autres wilayas, Sétif a bénéficié de plusieurs programmes de raccordement à l'électricité et au gaz, dont le quinquennat 2010-2014, qui a permis de raccorder 4.584 logements pour un montant de 1,705 milliards de DA, et avec un taux de couverture électrique de 98% dans la wilaya. Suite à une opération de recensement des foyers non raccordés à l'électricité, ajoute le ministre, le Gouvernement a mobilisé tous les moyens, y compris des enveloppes financières importantes, pour satisfaire les besoins futurs en électricité et en gaz au niveau de la wilaya, indiquant que ces nouveaux besoins sont le résultat de l'expansion du tissu urbain.

Quelques régions reculées dans cette wilaya ont bénéficié d'opérations de raccordement à l'électricité de 2020 à 2021, soit 2731 foyers, a révélé M. Arkab, ajoutant que l'opération se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours. Répondant à une question du député Al Sid Chikh Ouahid (indépendants) sur les effets néfastes de l'activité de la carrière avoisinant la région d'El Anser (Oran), le ministre de l'Énergie a expliqué que l'activité de cette carrière exploitée par l'EURL CPAMC s'exerce dans le respect des recommandations de la commission de wilaya et la police des mines

en termes d'aménagement des chemins et des espaces de stockage et le respect des règles lors de la pose des mines explosives.

A ce propos, le ministre a mis en avant l'attachement de l'Agence nationale des activités minières (ANAM) au respect des règles d'exploitation des carrières, ajoutant qu'elle était à la recherche d'autres alternatives pour la transférer loin du tissu urbain tout en garantissant la continuité de l'activité et la préservation des emplois.

Interrogé par le député Mouloud Habnassi (Front El Moustakbel) concernant le projet de réalisation de l'institut national des mines à Tamanrasset, M. Arkab a fait état d'une réorganisation prévue touchant l'activité de la formation dans le secteur minier. Il s'agit de doter le secteur d'un pôle de formation en mesure de répondre en permanence aux besoins des entreprises minières.

Dans ce sillage, M. Arkab a annoncé que la nouvelle reconstruction prévoit la fusion de l'institut algérien des mines (IAM) avec l'Ecole des mines El Abed (Tlemcen), ajoutant que la ville de Tamanrasset abritera l'un des nouveaux centres de formation qui seront réalisés prochainement.

R. E.

## TOURISME DOMESTIQUE

# El Bahia a la côte

Les vacances approchent. Selon des patrons d'agence de voyage, les carnets de commande pour des vacances à Oran sont pleins. Ces sources nous précisent que cet engouement, est le résultat de la ferveur enclenchée par jeux méditerranéens, qui ont fait mieux connaître la wilaya et par extension, les wilayas limitrophes, telles qu'Ain Tlemcen.

Par Reda Hadi

Depuis les jeux méditerranéens, la ville a su sa notoriété amplifiée par la venue de personnalité connues, telles que DJ Snak ou autres youtubeurs étrangers. De plus soulignent ces sources, la ville d'Oran a connu un boom immobilier sans précédent. La ville s'est aussi engagée dans une politique de nettoyage et d'embellissement de grande ampleur.

Les mêmes sources soulignent par ailleurs que les jeux ont été un tremplin pour réactiver le tourisme à l'Ouest du pays. Concernant leurs activités, ces patrons estiment que, la Omra représente près du quart de leurs chiffres d'affaires, et qu'en l'occurrence, c'est le tourisme domestique qui prime. Par ailleurs, si les activités en repris de plus belle, elles n'en sont pas exemptes de problèmes. Le premier d'entre eux, est le manque de personnel qualifié, particulièrement dans l'hôtellerie.

Les agences de voyage précisent que maintenant le client est exigeant, et que les plantes sont nombreuses, ce qui influe sur le comportement des clients, qui faute de n'avoir pas leur exigences, s'en vont ailleurs, ou les prestations sont meilleures.

### Des investissements à foison

Avec ce regain d'activité, les investissements sont en rebond, ais suscitent une certaine inquiétude quant à une rentabilité pérenne. Selon nos interlocuteurs, le tourisme local ne peut être promu que par la prise en charge de l'élément humain, l'amélioration des prestations, le soutien à l'investissement, la proposition de produits touristiques à des prix compétitifs et la promotion de l'artisanat et des métiers.

En ce sens, les voyageurs se disent démunis quant à une offre de prestation de qualité. Pour eux ce qu'ils proposent est trop commun et manque de variété.

«Nous devons être à même de proposer des prestations différentes, pour tout type de tourisme». Et d'enchaîner, « Nous

avons un très fort potentiel, or mise à part le balnéaire, le Hadj ou la Omra, nos propositions sont restreintes. Nous devons être à même de proposer outre des journées de détente, un tourisme thermal, religieux, montagnard, culturel, historique, saharien.

Ceux-ci disent que les agences de voyages jouent un rôle crucial pour le développement, la diversification et la promotion des produits du tourisme domestique.

« Nous devons être aptes à pouvoir proposer de nouveaux circuits et destinations touristiques, notamment dans les régions du sud, et le choix de guides qualifiés avec des prix compétitifs adaptés à la bourse du citoyen », poursuivent-ils. Or sur ce volet, les prix restent excessifs et ne correspondent pas aux prestations. En fin de compte, les voyageurs de désespèrent pas mais affirment qu'à ce rythme cette embellie ne peut être qu'ilusoire.

## GESTION DES STRUCTURES TOURISTIQUES

### Introduction prochain d'un système numérique

La numérisation de la gestion des structures touristiques sera lancée incessamment à annoncé, jeudi, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Le ministre qui a inspecté les chantiers de réhabilitation et de modernisation des stations climatiques de Tala Guilef (Boghni) et Tamgout (Yakouren) ainsi que des hôtels urbains Amraoua et Lalla Khedidja (dans la ville de Tizi-Ouzou, a annoncé que «la gestion des établissements hôteliers par système numérique entrera en vigueur prochainement».

S'agissant de la préparation de la prochaine saison estivale, M. Didouche a indiqué que son départe-

ment travail sur des axes qui concernent l'ensemble des wilayas côtières. Ces axes portent, entre autres, sur le renforcement des structures d'accueil et la réunion de toutes les conditions nécessaires afin que " tous les citoyens trouvent le repos, la sécurité et les animations voulues pour passer les vacances dans la sérénité".

Le ministre a observé qu'outre le tourisme balnéaire, son département accorde une attention particulière pour les autres formes de tourisme dont le climatique, le thermal et religieux. A propos de ce dernier, il a relevé qu' "il y a des zones en Kabylie ou sont organisées des fêtes religieuses qui font partie de notre patrimoine et de notre culture. Il va falloir donc les prendre en

charge et leur offrir des structures dignes au même titre que le balnéaire", a-t-il dit.

Lors de sa visite de la station climatique de Tala Guilef composé de l'hôtel El Arz (200 lits), de l'hôtel village (258 lits), d'un centre animé (105 lits) et d'un restaurant d'altitude, il est prévu la réception progressive des différentes structures à partir de cet été, en commençant par l'hôtel El Arz, selon l'engagement de l'entreprise réalisatrice.

Concernant le Tamgout (79 chambres), Lalla Khedidja (80 lits) et Amraoua (130 chambres) le ministre a donné des instructions pour le respect des engagements de livraison, et de procéder au renforcement des moyens humains

intervenant sur les chantiers pour être dans les délais.

L'hôtel Amraoua «sera intégré dans les festivités de la CAN 2025, s'il sera prêt et livré pour ce rendez-vous», a-t-il assuré.

Il a aussi annoncé qu'il s'est entendu avec le wali pour le recrutement de jeunes de la région pour les besoins de fonctionnement de ces structures une fois réceptionnées. M. Didouche a également visité une exposition sur l'artisanat local à la maison de l'artisanat de nouvelle-ville de Tizi-Ouzou. Sur place, il a assisté à une opération d'estampillage du tapis. Il a souligné à l'occasion l'importance de cette opération et de la labellisation pour la préservation du patrimoine algérien de la contrefaçon.

## INFRASTRUCTURES

### Réception de plusieurs projets avant 2023

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a annoncé la réception, fin juin, du tronçon restant de l'autoroute Est-Ouest à El-Tarf ainsi que la pénétrante de Bejaïa (Tizezirt-Tekriet), tandis que la réception du projet de la pénétrante de Mascara (Sig-Hassine) est prévue en décembre prochain.

Auditionné par la commission de l'habitat, d'équipement, de l'hydraulique et de l'aménagement urbain de l'APN sur la stratégie, les programmes et les réalisations du secteur, le ministre a également fait part de la réception durant l'année en cours de la rocade de Djendel, l'échangeur de Hannacha et la pénétrante d'Oran.

L'autoroute reliant Zéralda et la 2ème rocade sera réceptionnée en octobre prochain, alors que la pénétrante de Bejaïa sera réceptionnée avant la fin de l'année 2023.

La pénétrante de Djen Djen sera réceptionnée avant la fin de l'année alors que celle de Batna (Batna ville et Bir Chouhad) sera réceptionnée en décembre.

Concernant l'infrastructure portière, le ministre a fait savoir que le secteur livrera avant la fin de l'année le projet d'abri de pêche, deux projets sur cinq de développement des infrastructures maritimes, ainsi que deux projets sur cinq de protection des sites des plages.

S'agissant du programme complémentaire (travaux publics) au profit de la wilaya de Khenchela, le ministre a fait état d'une valeur de 59,38 milliards DA dont 51 milliards DA pour les projets des voies ferrées et 8,38 milliards DA pour les routes.

11 opérations ont été inscrites pour la réalisation de 100 km de routes, deux ouvrages d'art. Les travaux ont été achevés alors que les autres projets seront achevés à la fin d'année.

Quant au programme complémentaire de développement au profit de la Tissemsilt, le ministre a rappelé que sa valeur s'élevait à 47,62 milliards DA destinés à la prise en charge de 13 opérations. Des études ont été lancées pour certains projets alors que d'autres sont en phase d'octroi de marchés. Les travaux seront lancés avant la fin du premier semestre de 2023.

Selon le ministre, les efforts consentis dans les infrastructures avaient permis au pays de réaliser "une percée", mettant l'accent sur l'impératif d'adopter un plan d'action "prometteur" pour relever les défis futurs.

Concernant la situation financière du secteur, M. Rakhroukh a indiqué que la valeur globale du programme d'investissement en cours jusqu'à mars 2023 dans divers domaines du secteur s'élève à plus de 2951 milliards de DA dont près de 154 milliards de DA ont été enregistrés dans le cadre de la loi de finances 2023.

La plus grande part de cette valeur revient au domaine des voies ferroviaires (+1585 milliards de DA), suivi des routes (+1140 milliards de DA), l'infrastructure maritime (+194 milliards de DA) et l'infrastructure aéroportuaire (près de 31 milliards de DA).

Plus précis, concernant les voies ferroviaires (1585 milliards de DA), le ministre a indiqué que le programme d'investissement en cours dans ce domaine a enregistré 918 milliards de DA en cours de réalisation, 272 milliards de DA "sous entraves" et 394 milliards de DA "ont été gelés".

Quant aux routes (1140 milliards de DA de la totalité du programme), le ministre a indiqué que 893 milliards de DA sont en cours de réalisation, le reste "sous entraves" (102 milliards de DA) ou "gelés" (145 milliards de DA).

Le programme d'investissement en cours jusqu'au 23 mars 2023 dans l'infrastructure aéroportuaire est en cours de réalisation pour la plupart (29 milliards de DA), le reste sous entraves ou gelé.

En contrepartie, il y a une grande partie du programme d'investissement en cours dans l'infrastructure maritime "sous entraves", soit 170 milliards de DA sur un total de plus de 194 milliards de DA, le reste étant en cours de réalisation (24 milliards de DA) ou "gelé" (437 millions de DA).

Synthèse S R.

BDL

### Commercialisation de l'assurance voyage dès ce dimanche

La Banque de développement local (BDL) a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement de la commercialisation de l'assurance voyage, en collaboration avec la société d'assurance de prévoyance et de santé "AMANA", à partir d'aujourd'hui dimanche. "Cette nouvelle prestation réunit un ensemble de garanties et de services permettant aux citoyens de profiter d'une couverture d'assurance lors de leurs séjours à l'étranger avec une prise en charge et une assistance 24h/24h et 7j/7j en cas d'accident ou de maladie", explique le communiqué. "Cette couverture d'assurance, destinée aux particuliers, peut être souscrite au niveau du réseau d'agences commerciales BDL", précise la même source.

SIDER EL HADJAR

### Exportation de 10.000 tonnes de bobines vers l'Italie

Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar a annoncé, jeudi dernier, l'exportation d'une importante cargaison de bobines d'acier de « première qualité » vers l'Italie. Le complexe sidérurgique a précisé qu'il s'agit de 10.000 tonnes de bobines d'acier de « première qualité » expédiées depuis le port d'Annaba.

La cargaison est destinée pour un client italien, a indiqué la même source, qui a ajouté que l'opération d'exportation se poursuivra jusqu'à samedi prochain.

KHENCHELA

**190 millions DA pour le financement des projets dans trois communes**

Une enveloppe financière de 190 millions DA a été allouée au titre de l'exercice 2023 pour booster le développement dans les trois communes de la daïra de Kais, wilaya de Khenchela, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Ce budget d'investissement inscrit dans le cadre des Plans communaux de développement (PCD), a été alloué pour la réalisation de 36 projets en faveur des trois (3) communes de la daïra de Kais en l'occurrence Remila, Kais et Taouzient, a précisé la même source. Ces opérations qui touchent les secteurs des travaux publics, de l'aménagement urbain, des ressources en eau, la santé, l'éducation, ainsi que l'énergie seront entamées après le parachèvement des procédures d'usage. La commune de Kais a bénéficié de 12 projets d'un coût de 69 millions DA, destiné à la réalisation de 7 opérations portant raccordement et extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement, 2 projets de réhabilitation des écoles des frères Boumaaraaf et Badra Messaouda, 2 pour l'aménagement urbain des cités des frères Laaroussi et 17 juin en plus d'une autre opération pour le renouvellement de l'éclairage public au centre-ville de cette collectivité locale. Pour sa part, la commune de Remila a bénéficié de 13 projets qui ont nécessité 56 millions DA, destinés à la réalisation de 5 opérations pour le secteur de l'hydraulique, 4 pour l'éducation, 1 projet pour la réalisation et le renouvellement de l'éclairage public et 1 autre pour l'aménagement urbain à l'entrée de cette collectivité locale, ont précisé les services de la wilaya, soulignant que la réalisation d'une route reliant le groupement d'habitation Bediar au chemin de wilaya (CW) 10 et la réhabilitation d'une salle des soins et son logement d'as-treinte au village d'Ouled Heni, figurent également dans le cadre de ce programme de développement. Parallèlement, la commune de Taouzient a bénéficié de 11 opérations ayant nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de l'ordre de 65 millions DA, consacrée à la réalisation de 5 projets relevant du secteur des ressources en eau, 1 projet de réhabilitation de l'école primaire Kerazedi El Djemai, un projet de réaménagement de la salle des soins d'Ouled Meâch, 2 projets de réalisation et renouvellement de l'éclairage public au centre-ville et dans certains villages limitrophes, ainsi que la modernisation de la route reliant entre Bouselah et la route nationale (RN) 88 et le réaménagement d'une annexe communale, ont encore détaillé les services de la wilaya. A signaler que d'autres opérations de développement accordées dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du fonds de développement des hauts plateaux et certains projets sectoriels centralisés, visant l'amélioration des conditions de vie des habitants, seront également inscrits au profit des dites communes.

BÉCHAR

**Les assises nationales sur la réforme et la modernisation de l'enseignement supérieur visent la révision du système d'enseignement**

*Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari a affirmé jeudi à Bechar, que les prochaines assises nationales sur la réforme et la modernisation de l'enseignement supérieur prévues au cours de cette année, visent essentiellement la révision du système d'enseignement avec la participation de l'ensemble des composantes de la famille universitaire nationale.*

**L'**organisation prochaine de ces assises, qui vient concrétiser des orientations du président de la République, a pour objectif la participation de tous les acteurs concernés dans l'unique souci du renforcement de la qualité de la formation universitaire, du développement de la culture entrepreneuriale, la promotion de la recherche et de l'innovation, et améliorer la visibilité et l'attractivité de l'université pour en faire un vecteur du développement économique et sociale des collectivités locales, comme est le cas de l'université Tahri-Mohamed de Bechar (UTMB)", a-t-il précisé

lors d'une rencontre au terme de sa visite de travail dans la wilaya de Bechar avec la famille universitaire. "Nous voulons que cette université soit ouverte sur son environnement et à l'innovation pour en faire un moteur du développement local à travers les start-up, qui peuvent contribuer à la création d'un climat économique, pouvant apporter la prospérité à la région", a-t-il signalé. Le ministre a ajouté "nous voulons transformer l'université de Bechar ainsi que les autres établissements universitaires et de recherches scientifiques dans le pays en un véritable catalyseur du développement local et de l'économie nationale".

"La concrétisation de ces objectifs, doit se faire avec la participation de l'ensemble de la famille universitaire pour l'édification d'une université algérienne moderne et citoyenne, ouverte à son environnement immédiat", a-t-il indiqué à l'adresse de l'assistance. Le membre du gouvernement, qui était accompagné des autorités locales de la wilaya au cours de cette rencontre tenue à l'amphithéâtre de l'UTMB, a indiqué à la suite des préoccupations formulées par plusieurs intervenants, que son département ministériel ne lésinera pas sur les moyens pour la prise en charge des différentes préoccupations de l'ensemble des composantes de la famille universitaire.

ORAN

**Le réseau de la fibre optique haut débit bientôt généralisé**

**L'**a société Algérie Télécom a intensifié ses opérations de raccordement de différentes zones de la wilaya d'Oran au réseau de la fibre optique de haut débit (FTTH) en vue de raccorder l'ensemble de ses abonnés à ce réseau, à court terme, a-t-on appris, du directeur opérationnel d'Algérie Télécom de la wilaya, Bounihi Bouabdellah. La direction opérationnelle d'Oran a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels et ses équipes techniques pour accélérer cette opération, a souligné le même responsable en marge de l'opération de raccordement de la cité 1 063 logements AADL à l'USTO. Il a souligné que l'opération de raccordement des différentes cités d'habitat à la fibre optique est en constante extension dans la wilaya d'Oran, et « nous visons à atteindre, dans des délais très courts, une wilaya complètement raccordée au réseau de fibres optiques et nous y parviendrons, grâce à la mobilisation de tous au niveau de notre direction », a ajouté le même responsable. M. Bounihi a souligné que le réseau de fibre optique permet de remplacer l'ancien réseau de cuivre, « qui a subi plusieurs ataqes

et l'abonné continue à payer pour cela », ajoutant, dans ce cadre, que pas moins de 15 000 abonnés ont été touchés, dernièrement, par le sabotage de l'ancien réseau parmi les 200 000 abonnés, mais les travaux son en cours pour leur raccordement au nouveau réseau « dans les brefs délais ». L'opération de raccordement dont a bénéficié la cité des 1.063 logements AADL de l'USTO, dont l'ancien réseau a fait l'objet de sabotage, permettra au citoyen de bénéficier de plusieurs services, dont l'internet à haut débit, jusqu'à 300 mégaoctets, les appels téléphoniques gratuits vers et depuis les lignes fixes, entre autres. Au niveau du quartier, quatre tentes ont été érigées, attirant un nombre important des citoyens pour profiter de cette offre proposée par Algérie Télécom, où l'abonné victime du sabotage de l'ancien réseau profite d'un modem gratuit, avec sa connexion et son installation, également gratuite, par une société spécialisée, tandis que les abonnés qui n'ont pas été victimes de sabotage du réseau doivent déboursier une somme de 4 450 DA tout en bénéficiant d'un modem gratuit et de son installation à leurs domiciles.

La société Algérie Télécom a intensifié ses opérations de raccordement de différentes zones de la wilaya d'Oran au réseau de la fibre optique de haut débit (FTTH) en vue de raccorder l'ensemble de ses abonnés à ce réseau, à court terme, a-t-on appris, du directeur opérationnel d'Algérie Télécom de la wilaya, Bounihi Bouabdellah. La direction opérationnelle d'Oran a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels et ses équipes techniques pour accélérer cette opération, a souligné le même responsable en marge de l'opération de raccordement de la cité 1 063 logements AADL à l'USTO. Il a souligné que l'opération de raccordement des différentes cités d'habitat à la fibre optique est en constante extension dans la wilaya d'Oran, et « nous visons à atteindre, dans des délais très courts, une wilaya complètement raccordée au réseau de fibres optiques et nous y parviendrons, grâce à la mobilisation de tous au niveau de notre direction », a ajouté le même responsable. M. Bounihi a souligné que le réseau de fibre optique permet de remplacer l'ancien réseau de cuivre, « qui a subi plusieurs ataqes et l'abonné continue à payer pour cela

», ajoutant, dans ce cadre, que pas moins de 15 000 abonnés ont été touchés, dernièrement, par le sabotage de l'ancien réseau parmi les 200 000 abonnés, mais les travaux son en cours pour leur raccordement au nouveau réseau « dans les brefs délais ». L'opération de raccordement dont a bénéficié la cité des 1.063 logements AADL de l'USTO, dont l'ancien réseau a fait l'objet de sabotage, permettra au citoyen de bénéficier de plusieurs services, dont l'internet à haut débit, jusqu'à 300 mégaoctets, les appels téléphoniques gratuits vers et depuis les lignes fixes, entre autres. Au niveau du quartier, quatre tentes ont été érigées, attirant un nombre important des citoyens pour profiter de cette offre proposée par Algérie Télécom, où l'abonné victime du sabotage de l'ancien réseau profite d'un modem gratuit, avec sa connexion et son installation, également gratuite, par une société spécialisée, tandis que les abonnés qui n'ont pas été victimes de sabotage du réseau doivent déboursier une somme de 4 450 DA tout en bénéficiant d'un modem gratuit et de son installation à leurs domiciles.

AUX PORTS DE BEJAIA EN 2022

**Plus de 3.000 t de poissons débarquées**

**3310** tonnes de poissons, toutes espèces confondues, ont été débarquées dans les trois ports dédiés à la pêche que compte la wilaya de Bejaia durant l'année 2022, marquant une augmentation appréciable comparativement à la saison 2021, qui a enregistré une capture de 2912 tonnes, selon la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. L'augmentation de la capture du poisson est due "essentiellement" à "l'état favorable de la météo et de la mer" dont la persistance durant l'année dernière a permis aux pêcheurs de multiplier les sorties et d'assurer ainsi plus de prises, a expliqué le directeur du secteur Abdelkrim Boudjemai. Le directeur a relevé qu'en au-

tomne dernier, et en raison du facteur météo favorable, "le poisson était relativement abandon et accessible à des prix relativement modestes". Sur les étals des poissonniers, il était aisé de trouver du poisson bleu, dont la sardine, la Boumechita, et la sawrelle, à moins de 500 dinars le kilo, ou du poisson blanc, notamment le rouget, le gros yeux, voire même le merlan et la crevette Blanchette, frétilant à peine au-dessus de 1.000 dinars le kilo. Depuis le début de l'année, il a été néanmoins constaté une envolée des prix en raison d'une météo défavorable et dont l'impact a été la raréfaction du produit, est-il souligné. La wilaya de Bejaia qui compte trois ports de pêches que sont Bejaia, Tala Ifet et Beni Ksila et quelques plages d'échouage

d'envergure modeste, rassemble une flottille de 314 embarcations dont 16 chalutiers et une centaine de petits métiers susceptibles lorsque les conditions s'y prêtent d'aller au-delà du cap de 4000 tonnes, selon les chiffres de la direction du secteur. Par le passé, la région, avec un équipement moindre, a déjà affiché "des performances nettement meilleures" atteignant par moments des stocks annuels de plus de 7.000 tonnes avant de s'effondrer jusqu'à 2.000 tonnes au début des années 2000, rappelle la même source. Avec l'entrée en production des élevages aquacoles qui vont générer un stock de poisson, notamment de la dorade, de 275 tonnes, il est attendu, d'ici la fin de l'année, voire d'ici le mois de juin prochain, une pro-

duction pouvant atteindre 1.000 tonnes, selon les prévisions de la direction de la pêche. A noter, 14 cages, empoissonnées à l'aide de 3,2 millions d'alevins en 2022, vont entrer en production au cours de l'année 2023 et vont renforcer l'arrivage sur le marché par une quantité complémentaire "très appréciable" de poissons, "pouvant atteindre le tiers des captures actuelles", a souligné M. Boudjemai. Le directeur qui a estimé la production de loup de mer à 70 tonnes en 2023, a souligné la mise en service prochainement d'un élevage d'huître de 300.000 naissains.

## EUROPE SOCIALE

## Aux origines de l'échec

A suivre

« *Trahison* » ? *Facteurs structurels ? Les causes de l'échec du projet d'« Europe sociale », porté haut et fort par la gauche durant les années 1970, ont fait couler beaucoup d'encre. C'est l'objet de l'ouvrage d'Aurélien Dianara, Social Europe : the road not taken (Oxford University Press, 2022), issu de sa thèse.*

Elle met en évidence la difficulté du contexte européen dans lequel François Mitterrand parvient au pouvoir, marqué par le mandat de Margaret Thatcher et une volte-face des sociaux-démocrates allemands. Surtout, elle souligne l'absence de soutien populaire à l'idée d'Europe sociale défendue par les socialistes français, qui fut déterminante dans son abandon. Dès lors que François Mitterrand acceptait de poursuivre la construction européenne sur une voie libérale, elle ne devait plus en dévier... Par Aurélien Dianara, traduction d'Albane le Cabec.

« L'Europe sera socialiste ou ne sera pas »... À en juger par l'état de l'Europe actuelle, la prophétie séduisante de Mitterrand ne pouvait être plus éloignée de la vérité. Depuis, l'Union européenne plusieurs fois élargie s'est engagée sur une voie qui s'éloigne chaque jour davantage de cette « Europe sociale » que les socialistes européens défendaient dans les années 1970.

Loin d'une Europe régulatrice, redistributive, planificatrice et démocratisée au service des travailleurs, se dessine une Europe de plus en plus néolibérale, dont la dimension sociale n'est plus seulement compatible avec le marché : elle constitue un véritable levier à la libre circulation des capitaux et à l'extension de la propriété privée. Que l'on choisisse d'y voir une illusion, un alibi ou une réalité, l'Europe qui émerge à partir du milieu des années 1980 est à bien des égards à l'opposé de « l'Europe sociale » pensée par la gauche européenne précédemment.

## Volte-face des sociaux-démocrates allemands contre l'Europe sociale

La victoire de la gauche en mai 1981 en France, lorsque François Mitterrand est élu président de la République et qu'un gouvernement de ministres socialistes prend les rênes, rejoints en juin par quatre ministres communistes, était un événement majeur pour la gauche européenne. La France était bien sûr un pays clé en Europe occidentale comme au sein de la Communauté Economique Européenne (CEE), l'ancêtre de l'Union européenne.

Le nouveau gouvernement était bien conscient des contraintes imposées par l'interdépendance des économies européennes et par la Communauté elle-même, dans un contexte où ses principaux partenaires adoptaient des politiques d'austérité déflationnistes. Dans son programme commun de 1972, la gauche s'était engagée à réformer la Communauté et à préserver sa liberté d'action, nécessaire à la réalisation de son programme. Lorsqu'elle est finalement arrivée au pouvoir en 1981, elle s'y est essayée.

Dès le 11 juin 1981, lors d'une déclaration commune, le nouveau ministre de l'Économie et des Finances Jacques Delors en appelait à un plan de relance concerté à l'échelle européenne, tandis que le ministre du Travail Jean Auroux plaidait pour des mesures radicales contre le chômage et défendait notamment la réduction du temps de travail. Le 29 juin, au Conseil européen, Mitterrand effectuait une déclaration officielle en faveur d'une Europe « sociale », appelant à la création d'un « espace social européen » fondé sur la réduction coordonnée du temps de travail, un dialogue social amélioré et l'adoption d'un plan européen de relance économique. Le gouvernement français publiait également un mémorandum le 13 octobre sur la revitalisation de la CE : l'Europe « doit parvenir à la croissance sociale et être audacieuse dans la défi-

nition d'un nouvel ordre économique », pouvait-on y lire.

La stratégie des socialistes français reposait sur l'espoir que leur avènement au pouvoir soulèverait un enthousiasme populaire en Europe. Mais une fois élus, ils bénéficièrent d'un soutien extérieur bien faible, y compris au sein de la gauche européenne.

Ces propositions avaient alors beau être prudentes, clairement dépourvues de rhétorique marxiste, moins ambitieuses que les revendications jusqu'alors portées par la gauche européenne, elles ne parvinrent pas à convaincre les partenaires de la France. Le chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt ne se montrait pas beaucoup plus enthousiaste que son homologue Margaret Thatcher, frontalement hostile à cet agenda – et le soutien du gouvernement grec ne pesait pas bien lourd dans la balance. La proposition d'une relance européenne coordonnée en particulier, clé de voûte du plan français, fut accueillie avec un certain dédain. Les raisons de l'échec de l'Europe sociale sont nombreuses et complexes. Parmi elles, le rôle du gouvernement social-démocrate allemand, qui avait pourtant été l'un des principaux promoteurs d'une « Union sociale européenne » quelques années plus tôt, ne doit pas être sous-estimé. Dès 1974, il œuvrait à l'émergence d'un ordre international fondé sur l'austérité et le libre marché. Au G7 comme au Conseil européen, Schmidt insiste sur la priorité de la lutte contre l'inflation, plaide pour la suppression des obstacles à la mobilité des capitaux et souhaite voir les gouvernements européens renoncer à leurs prérogatives dans le domaine monétaire pour les confier à des banques centrales « indépendantes » du pouvoir politique.

Schmidt contribue en effet à engager non seulement le système monétaire européen mais les États-Unis eux-mêmes dans la discipline monétaire en 1979 – année du « choc Volcker ». Il plaide également pour que l'octroi de crédits par le FMI aux pays confrontés à des crises financières particulièrement graves – comme l'Italie et le Royaume-Uni en 1976 – soit conditionné à l'adoption de politiques anti-inflationnistes et de mesures d'austérité. À contre-courant des réponses interventionnistes et expansionnistes envisagées alors par la majorité de la gauche européenne, la réponse de l'Allemagne à la crise des années 1970 contribuait au « désencastrement » de l'ordre économique international. Côté britannique, Thatcher, figure de proue de la « révolution » conservatrice d'Europe occidentale, constituait un obstacle inamovible à toute orientation « sociale » de l'Europe. En parallèle, entre 1979 et 1984, la question de la contribution du Royaume-Uni au budget de la CEE empoisonnait les relations entre États-membres. Dans ce contexte, les perspectives d'une Europe de la redistribution, de la régulation des marchés et de la solidarité s'amenuisaient. Les propositions européennes de Mitterrand essuient donc un refus cordial.

## Le « tournant de la rigueur » et l'Europe

En 1983, le fameux « tournant de la rigueur » du gouvernement de Pierre Mauroy, qui allait devenir un traumatisme dans la mémoire collective de la gauche française, fut entrepris au nom de l'Europe. Pour ceux qui avaient cru au socialisme par l'Europe et à l'Europe sociale, il s'agissait là d'une cuisante défaite. Bien entendu, les causes de l'échec de l'expérience socialiste ne peuvent être réduites à la construction européenne. Il faut bien sûr men-

tionner la récession internationale, la politique déflationniste menée par les principales puissances mondiales ou le rôle des marchés financiers.

De la même manière, le projet socialiste français n'était pas exempt de défauts qui ont pu nuire à sa mise en œuvre. Un élément demeure central : le soutien populaire manquait au projet « d'Europe sociale ». La stratégie des socialistes français reposait sur l'espoir que leur avènement au pouvoir soulèverait un enthousiasme populaire en Europe. Mais une fois élus, ils bénéficièrent d'un soutien extérieur bien faible ; y compris au sein de la gauche européenne.

Il faut dire qu'avec le départ des travaillistes et Thatcher à la tête du gouvernement britannique, la France avait perdu un allié majeur. Malgré le soutien des socialistes français au gouvernement allemand concernant la question des euromissiles au cours des années précédentes, la coalition sociale-libérale de Schmidt refusait alors de considérer la proposition de Mitterrand pour un plan de relance coordonné afin d'éviter une nouvelle dévaluation du franc et une sortie du système monétaire européen. À l'instar des partis de gauche, les syndicats européens se caractérisaient eux aussi par leur absence de mobilisation – aussi bien au niveau institutionnel que dans la rue – en faveur de l'agenda français. En l'absence d'un mouvement populaire domestique et transnational à même de soutenir ses réformes, le recul du gouvernement français était difficilement évitable.

Tous les efforts déployés pour accroître la coopération entre les syndicats et partis européens et construire l'unité programmatique nécessaire pour ériger une Europe alternative semblaient donc avoir été vains. Plus que jamais, la gauche européenne était prise dans le dilemme européen. D'un côté, le renoncement français semblait confirmer que le « socialisme dans un seul pays » n'était plus une option dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

De quoi donner du grain à moudre au discours désormais porté par la gauche européenne, selon lequel la réalisation du socialisme nécessiterait de s'organiser au-delà de l'État-nation. Malheureusement, d'un autre côté, les déboires de la gauche française, tout comme la défaite du combat de la gauche européenne pour un « New Deal » européen, pour une réduction du temps de travail, une démocratisation de l'économie, et une régulation des entreprises multinationales, avaient démontré l'incapacité de la gauche européenne à transformer la CE en une « Europe sociale ».

Il était désormais évident que la Communauté constituait un carcan de plus en plus étroit dans lequel les politiques économiques, sociales, industrielles, budgétaires et fiscales ne pouvaient plus être décidées indépendamment par les États-membres. À la lueur de cet échec français, la gauche européenne fut contrainte de repenser sa stratégie socialiste. Alors que certains tiraient pour conclusion que le cadre institutionnel européen était intrinsèquement incompatible avec le socialisme, la plupart se convainquaient que ce dernier ne pourrait être atteint qu'à l'issue d'une réforme de la Communauté européenne. C'est ainsi que le « tournant européen » du gouvernement français fut justifié – celui-là même qui conduisit Mitterrand à relancer le processus d'union économique, monétaire et politique avec Helmut Kohl à Fontainebleau en 1984.

## MAROC

**Le projet d'énergie renouvelable de Xlinks reçoit le soutien de TAQA et d'Octopus Energy**

Xlinks qui recherche toujours des investisseurs, a fait savoir qu'au total 22 milliards de dollars seront nécessaires pour la mise en œuvre de son gigantesque projet d'interconnexion électrique transcontinentale. La société britannique Xlinks First Limited a annoncé avoir franchi une nouvelle étape cruciale pour son projet d'interconnexion électrique entre le Maroc et le Royaume-Uni, en clôturant avec succès un cycle de financement qui a permis de lever 37,5 millions \$.

Ce financement a été obtenu suite à un investissement de plus de 31 millions \$ de la part d'Abu Dhabi National Energy Company (TAQA), et de plus de 5 millions \$ de la part d'Octopus Energy Group, une entreprise spécialisée dans les technologies liées à l'énergie.

Grâce à ce financement, Xlinks entreprendra le développement des plans de pose des plus longs câbles sous-marins à courant continu et à haute tension du monde entre le Royaume-Uni et le Maroc, en passant par plusieurs pays européens. L'entreprise ambitionne en effet de fournir au Royaume-Uni 3,6 GW d'électricité produite à partir d'installations d'énergies renouvelables situées au Maroc. « L'ambition de Xlinks est de fournir aux ménages britanniques une énergie sûre, abordable et verte tout au long de l'année.

## LIBYE

**Mellitah Oil and Gas boucle les activités de forage d'un nouveau puits sur le champ pétrolier El Feel**

Depuis que les autorités libyennes ont annoncé leur intention de rehausser le plateau de production d'or noir, elles semblent y travailler activement même si selon certains analystes les possibilités d'atteindre l'objectif sont encore limitées.

En Libye, Mellitah Oil and Gas, une joint-venture liant la société publique du pétrole (NOC) et le groupe énergétique italien Eni, a annoncé vendredi 21 avril, la finalisation d'opérations de forage du puits FC25. Le puits est localisé sur le champ pétrolier El Feel, un périmètre producteur situé dans le bassin de Murzuq, au sud-ouest du pays. C'est le deuxième succès opérationnel de la coentreprise après celui du puits FC24, dont les travaux de forage ont été achevés en janvier dernier. Mellitah Oil and Gas n'a pas communiqué sur la date de mise en service du site mais on sait néanmoins que le puits dispose d'une capacité de production estimée à 7 500 b/j d'or noir sans eau associée. Avec le puits FC24 qui est lui capable de fournir une production d'environ 7 200 b/j, le puits FC25 devrait contribuer à soutenir le plateau de production du champ El Feel, l'un des plus importants de Libye et qui est estimé à 90 000 b/j. Dans un communiqué, la NOC s'est félicitée de ce succès opérationnel qui cadre avec son ambition annoncée de stimuler la production pétrolière pour atteindre à court terme, ses niveaux de production d'avant-guerre.

## TEXTILE-HABILLEMENT

**La Tunisie dépasse ses niveaux d'exportation d'avant-pandémie**

*L'Union européenne a absorbé environ 81% des exportations tunisiennes de produits textiles sur les trois premiers mois de l'année en cours, contribuant au renouveau de la filière.*

La valeur des exportations de l'industrie tunisienne du textile-habillement s'est établie à 2,62 milliards de dinars (862,4 millions de dollars) au premier trimestre 2023, dépassant ainsi pour la première fois son niveau atteint durant la même période de 2019, a annoncé le ministère de l'In-

dustrie, des Mines et de l'Énergie, dans un communiqué publié le mercredi 26 avril.

Ces exportations ont enregistré une hausse de 16,7% par rapport au premier trimestre 2022 et de 22,1% par rapport au premier trimestre 2019. Les pays membres de l'Union européenne (UE), dont notamment la France, l'Italie,

l'Allemagne, la Belgique et le Portugal constituent les principales destinations des exportations tunisiennes du textile-habillement.

Entre le 1er et le 31 mars 2023, ces pays ont absorbé environ 81% des exportations.

En Tunisie, la filière textile-habillement compte environ 1880 entreprises, dont 90 %

sont totalement exportatrices. 45 % de ces entreprises ont été créées en partenariat avec des investisseurs étrangers. Le secteur occupe une place de choix dans l'économie du pays. Il représente bon an, mal an près de 20 % des exportations et emploie quelque 176 000 personnes, soit plus de 30 % des salariés dans le secteur manufacturier.

## TUNISIE

**Un consortium mené par le groupe français Suez remporte un contrat de 221 millions \$ dans le secteur de l'eau**

Le contrat, qui représente le partenariat public-privé dans le secteur de l'eau en Tunisie, porte notamment sur la réhabilitation et l'exploitation de 14 stations d'épuration d'eaux usées, 106 stations de pompage et 1 900 km de réseau d'assainissement. Le groupe de services à l'environnement a annoncé, dans un communiqué publié le 21 avril, avoir remporté dans le cadre d'un consortium un contrat d'un montant de 200 millions d'euros (221 millions de dollars) portant sur des services d'assainissement des eaux usées en Tunisie.

« Suez et ses partenaires ont été choisis pour assurer les services d'assainissement des eaux usées des 960 000 habitants des gouvernorats de Sfax, Gabès, Médenine et Tataouine (Sud-est) », a précisé le groupe, indiquant que ce contrat représente le premier partenariat public-privé dans le secteur de l'eau en Tunisie.

Outre le groupe Suez, le consortium comprend les sociétés locales Segor, groupe SCET et BIAT1. Le contrat de concession de 10 ans a été attribué au consortium par l'Office national tunisien de l'assainissement (ONAS). Il comprend l'exploitation et la maintenance de 14 stations d'épuration d'eaux usées, 106 stations de pompage et 1 900 km de réseau d'as-

sainissement, dont la capacité de traitement s'élève à 39 millions m<sup>3</sup>/an.

Le contrat prévoit également la réhabilitation des stations d'épuration des eaux usées existantes ainsi que la réalisation de travaux complémentaires qui permettront la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture. Il sera financé par la Banque mondiale pour ce qui est de la réhabilitation et l'extension des infrastructures et par l'Etat tunisien pour leur exploitation et leur maintenance.

« Ce premier partenariat public-privé en Tunisie constitue un exemple concret de ce que Suez a défendu, lors de la conférence des Nations unies sur l'eau à New York. Le groupe souhaite accompagner la Tunisie dans ce projet structurant qui fera du pays une référence en matière de gestion de l'assainissement sur le continent africain », a déclaré la directrice générale du groupe Suez, Sabrina Soussan, citée dans le communiqué.

Durement touchée par le stress hydrique, la Tunisie a commencé à rationner l'eau potable fin mars dernier, en raison d'une forte vague de sécheresse qui dure depuis deux ans.

## MAURITANIE

**Nouakchott examine avec certains partenaires un rapport sur les systèmes alimentaires du pays**

Le ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs productifs a organisé, à son siège à Nouakchott, une rencontre consacrée à la présentation et à la discussion d'un rapport sur les systèmes alimentaires en Mauritanie, en coopération entre le ministère, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture « FAO » et l'Union Européenne préparé entre novembre 2021 et mars 2022.

Le rapport traite de la possibilité d'une transformation globale et durable des systèmes alimentaires, des chiffres et des tendances de consommation et des principaux défis à relever pour atteindre les objectifs prioritaires des systèmes alimentaires durables en Mauritanie, et des moyens pour migrer vers ces systèmes.

Cette rencontre vise à définir les paramètres des systèmes alimentaires dans notre pays, du fait que la sécurité alimentaire occupe une place particulière dans les priorités de

Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a affirmé à cette occasion, le secrétaire général du ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Yacoub Ahmed Aïcha, qui a mis en exergue l'importance des systèmes alimentaires au service d'un développement économique et social inclusif et durable, et souligné la nécessité de mieux les définir pour assurer le bien-être du citoyen. Les recommandations issues des travaux de cette rencontre sont de nature à améliorer les systèmes alimentaires et à étendre leur impact à travers l'identification des opportunités et des obstacles qui se dressent devant eux, a-t-il ajouté, remerciant les partenaires au développement en particulier la FAO et l'Union européenne, pour leur appui aux actions du ministère.

La mise en œuvre de politiques basées sur le diagnostic des principaux problèmes des systèmes alimentaires en Mauritanie per-

mettra sans aucun doute d'activer la transformation durable et inclusive de ces systèmes, a indiqué quant à lui, le représentant de la FAO en Mauritanie, M. Huyenh Anh Tai Alexandre.

L'identification des leviers économiques représente des pistes d'action concrètes pour un développement positif des systèmes alimentaires mauritaniens, à travers le développement des capacités productives et la résilience des systèmes de production agropastorale, le renforcement des systèmes de marché et l'amélioration du climat des affaires et des infrastructures connexes, a affirmé quant à lui, l'ambassadeur de l'Union européenne en Mauritanie, SEM Excellence M. Gwilym Jones.

La rencontre s'est déroulée en présence des secrétaires généraux des ministères de l'agriculture, de l'élevage et du commerce, du commissaire adjoint à la sécurité alimentaire et de plusieurs cadres des départements concernés.

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS DE SA BALANCE DES PAIEMENTS

## L'Égypte émettra 1 milliard \$ de bons Trésor

*L'émission de bons du Trésor intervient alors que le FMI a reporté le décaissement d'une deuxième tranche de prêt au pays, dans le cadre d'un programme d'aide de 3 milliards de dollars, approuvé en décembre dernier.*

L'Égypte va émettre des bons du Trésor pour un montant d'un milliard de dollars le 1er mai 2023, selon un communiqué publié ce jeudi 27 avril par la Banque centrale. Ces bons du Trésor, d'une maturité d'un an, seront libellés en devise américaine, a-t-on précisé de même source. Les fonds qui seront levés serviront à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements du pays le plus peuplé du monde arabe, dont l'économie subit de plein fouet les contrecoups du conflit russo-ukrainien. Les factures d'importation de produits alimentaires et de carburant

ont significativement gonflé depuis le début de la guerre, alors que quelque 23 milliards de dollars d'investissements spéculatifs ont fui le pays. L'émission des bons du Trésor intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI) a reporté le décaissement d'une deuxième tranche de prêt au pays dans le cadre du programme d'aide de 3 milliards de dollars ayant fait l'objet d'un accord entre Le Caire et l'Institution financière multilatérale en décembre dernier. Le décaissement de cette tranche d'un montant d'environ 347 millions de dollars était initialement prévu pour

fin mars dernier, mais des retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, dont la flexibilité totale du taux de change et la cession de participations dans certaines entreprises d'État, ont conduit le FMI à reporter le versement des fonds. Dans un communiqué publié le 21 avril, S&P Global Ratings a indiqué qu'un manque de progrès dans la mise en œuvre des réformes soutenues par un programme de financement du FMI pourrait augmenter le risque de voir les bailleurs de fonds internationaux, y compris les riches monarchies pétrolières du Golfe, retarder ou

annuler le décaissement des financements promis à l'Égypte. L'agence de notation a également précisé que l'État égyptien pourrait dans ce cas de figure avoir beaucoup de mal à couvrir ses besoins élevés en financements extérieurs, qui sont estimés à environ 17 milliards de dollars pour l'exercice 2022/2023 (1er juillet/30 juin) et à 20 milliards de dollars pour l'exercice suivant. Les stocks de la dette extérieure de l'Égypte ont atteint 162,9 milliards de dollars au 31 décembre 2022, en hausse de 5,1% par rapport à leur niveau atteint le 30 septembre de la même année.

AFRIQUE

## 40% des acteurs du capital-risque actifs en 2022 sont originaires des USA

Les acteurs internationaux de l'industrie du capital-risque représentent plus des trois quarts des investisseurs qui ont irrigué les start-up africaines durant l'année écoulée. Cette ruée a permis au continent de résister mieux que toutes les autres régions au refroidissement du marché provoqué par les incertitudes économiques et les risques géopolitiques. Les investisseurs américains et britanniques représentent 49,2% des acteurs de l'industrie du capital-risque qui ont injecté des fonds dans des start-up africaines en 2022, selon un rapport publié le 20 avril par l'Association africaine du capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Le rapport précise que le nombre des investisseurs actifs dans le paysage africain du capital-risque durant l'année écoulée s'est élevé à 1087, ce qui représente une hausse de 14% par rapport à l'année précédente. Le classement de ces acteurs de l'industrie du capital-risque par pays d'origine montre que les États-Unis arrivent en tête de liste avec 436 investisseurs (40,1% du total), loin devant le Royaume-Uni (9,1%), l'Afrique du Sud (6,9%), la Nigeria (5,5%), l'Égypte (4,3%), les Emirats arabes unis (3,9%), la France (3,1%), la Chine (2,9%) et le Kenya (2,6%). Au total, 77% seulement de ces capital-investisseurs qui ont irrigué les start-up africaines sont des acteurs internationaux, et 23% seulement sont basés dans des pays du continent.

Le rapport révèle d'autre part que les acteurs du capital-risque ont investi un montant global de 5,2 milliards de dollars en Afrique en 2022, ce qui représente une baisse de 1% seulement par rapport à 2021. Si on prend en considération le financement par la dette (Venture debt), qui connaît désormais une croissance plus importante que l'investissement traditionnel en capitaux propres, le montant global des fonds injectés dans les start-up opérant sur le continent africain monte à 6,5 milliards de dollars. 67 transactions impliquant des instruments de dette ont été en effet réalisées durant l'année écoulée, pour un montant total de 1,3 milliard de dollars. L'Association africaine du capital-investissement et du capital-risque souligne d'autre part que l'Afrique a mieux résisté que toutes les autres régions du monde au refroidissement du marché mondial du capital-risque. Des baisses très marquées des investissements ont en effet été enregistrées en Amérique latine (-59%), en Asie (-35%), en Amérique du Nord (-32%) et en Europe (-23%). Les investissements en capital-risque réalisés durant l'année écoulée sur le continent sont répartis sur 786 transactions, soit une augmentation de 21% par rapport à l'année précédente. La prise en considération des transactions de financement par la dette, comme les financements mezzanine, les prêts directs et les prêts convertibles en actions, porte le total des transactions bou-

clées l'an passé à 853.

La taille moyenne des transactions a enregistré une augmentation de 43% par rapport à 2021, pour s'établir à 2 millions de dollars.

15 méga-tours de table d'un montant cumulé de 2,2 milliards ont été également réalisées en 2022 par des start-up qui ont fait appel à des fonds de capital-risque et/ou à des instruments de dette.

La répartition des investissements par sous-région montre que l'Afrique du Nord a attiré 1,1 milliard de dollars d'investissements l'an passé, devant ainsi l'Afrique de l'Est (899 millions de dollars) et l'Afrique de l'Ouest (843 millions de dollars).

Les start-up actives en Afrique australe ont récolté 481 millions de dollars alors que celles opérant en Afrique centrale n'ont levé que 48 millions auprès des acteurs du capital-risque locaux et internationaux.

Les investissements réalisés dans les start-up opérant dans plus d'une sous-région (multi-régionales) ont atteint 1,84 milliard de dollars, soit 36% du total des investissements répertoriés sur le continent.

La ventilation sectorielle des investissements réalisés par les acteurs du capital-risque à l'échelle continentale fait par ailleurs ressortir que le secteur des finances a capté le plus de fonds (42%), suivi des secteurs de l'industrie (16%), des technologies de l'information (13%), des biens de consommation discrétionnaire (10%) et des services publics (10%).

TOGO

## Signature d'un partenariat entre le Patronat et le Cabinet G&A Africa Consulting au profit des entreprises

Le Conseil national du patronat togolais (CNP-Togo) et le Cabinet de droit ivoirien spécialisé en ingénierie d'affaires, G&A Africa Consulting, ont conclu le 25 avril dernier un accord de partenariat dans le cadre de la formation et du renforcement des capacités des opérateurs économiques du Togo.

De façon concrète, avec cette convention, le cabinet G&A Africa va accompagner les entreprises togolaises en matière de management et de leadership pour, indique-t-on, « stimuler la croissance des entreprises et créer des emplois décents et favoriser l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies ».

Cet accompagnement, selon le directeur associé du cabinet, Gilles Atayi, est désormais primordial pour relever les défis concurrentiels auxquels font face les entreprises dans le monde.

La signature de cette convention, selon le Président du CNP-Togo, Coami Tamegnon, se justifie par l'engagement du patronat, la performance, l'émancipation et la responsabilité dans les entreprises togolaises.

Pour rappel, le Cabinet G&A Africa Consulting, est une société qui met à disposition des entreprises et professionnels africains, des solutions authentiques et des outils pragmatiques contribuant à leur performance. Il intervient dans les pays d'Afrique francophone et anglophone.

FORUM EUROPE-AFRIQUE

## Une deuxième édition aux grandes ambitions

Le Forum Europe-Afrique revient les 15 et 16 mai 2023 à Marseille avec pour thème « Nouvelles ambitions, nouvelles ressources et nouvelles technologies ». À travers cette 2e édition, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'affirme comme LE lieu des rencontres économiques et culturelles entre les deux continents.

Alors qu'elle accélère sa transformation, l'Afrique peut, par son dynamisme démographique, la vitalité de ses acteurs économiques et culturels, et en s'appuyant notamment sur ses ressources naturelles en énergies et en matières premières, se positionner au cœur des transitions mondiales. Si elle fait aujourd'hui entendre sa voix et s'impose comme un partenaire de

référence des grandes puissances économiques, quel est l'avenir de l'Afrique et celui de sa coopération avec l'Europe ? Afin de débattre de ces enjeux, La Tribune et La Tribune Afrique organisent, avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, la 2e édition du Forum Europe-Afrique, qui réunira un millier de décideurs les lundi 15 mai au Mucem et mardi 16 mai au palais du Pharo, à Marseille.

Un forum international en point d'orgue à la Quinzaine Europe-Afrique Rendez-vous incontournable de la relation Europe-Afrique, cet événement sera le point d'orgue de la Quinzaine Europe-Afrique organisée du 8 au 22 mai par la Métropole Aix-Marseille-Provence et le

Département des Bouches-du-Rhône. De par sa proximité historique, humaine et géographique avec l'Afrique, et sous l'impulsion de leur présidente, Martine Vassal, les deux institutions ont pour ambition de donner un écho au forum et de faire du territoire le cœur battant de la co-construction euro-africaine. Pour consolider, développer et accélérer les liens et les relations durables qui unissent les deux continents, de nombreux événements vont être organisés sur tout le territoire, de l'hommage aux Armées d'Afrique lors du bal du 8 mai à La Ciotat à Focal Afrique, Rencontres avec le cinéma africain, avec des projections et des débats, en passant par « Midi-Minuit Europe-Afrique » qui célébrera la gastro-

nomie et la culture le 13 mai à Marseille avec un concert événement d'Alune Wade, le colloque « Penser un avenir en commun » sur le rôle et la place des diasporas, ou encore au repas « L'Europe et l'Afrique dans l'assiette » dans les cantines des collèges signés du chef 3 étoiles Michelin Alexandre Mazzia.

Événements, visites, expositions : c'est tout le territoire qui fera vivre la relation Europe-Afrique ! Comment repenser la coopération économique, culturelle, énergétique entre l'Europe et l'Afrique ? Quelle place pour l'innovation et les nouveaux talents ? Un programme ambitieux pour aborder tous ces aspects !



République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la Ville  
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA

Réf: 1937 /DG/OPGI/ DMO/ 2023

BOUIRA, le 20 AVR 2023

**MISE EN DEMEURE N° 01**

**Projet :** 50 / 735 / 2000 Logements Publics Locatifs à BOUDERBALA.  
**Lot :** 06/18/50 Logements (Bloc C) en RAR TCE y compris VRD.  
**Entreprise :** ETB TCE MAACHE IDIR.

- > Vu le décret présidentiel 15-247 du 16.09.2015, portant sur la réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- > Vu le marché de réalisation des 50 / 735 / 2000 Logements Publics Locatifs à BOUDERBALA en lot 06/18/50 Logements (Bloc C) en RAR TCE y compris VRD, approuvé par la commission des marchés de l'OPGI de BOUIRA en date du 13/07/2021 sous le N°027/2021.
- > Vu le délai contractuel de réalisation de Sept (07) mois.
- > Vu l'ordre de service N° 01 de démarrage des travaux notifié à l'entreprise en date du 13/07/2021.
- > Vu le non-respect du planning d'avancement des travaux arrêté le 10/12/2022 contrairement avec le Bureau d'études et l'Entreprise.
- > Vu le non-respect de l'engagement de l'Entreprise quant à l'achèvement du projet.
- > Vu le Procès-verbal de chantier établi par le maître d'ouvrage en date de 25/01/2023 constatant l'arrêt des travaux et l'absence totale de la main d'œuvre sur le chantier ainsi que l'absence de matériaux de construction.
- > Vu le Procès-verbal de chantier établi par le maître d'ouvrage en date de 15/02/2023 constatant la présence d'un effectif très réduit (01 Maçon, 01 Ouvrier) et l'arrêt du reste des travaux de parachèvement et finition ainsi que les travaux du lot VRD.
- > Vu le procès-verbal de l'huissier de justice en date du 19/02/2023 constatant la présence d'un effectif réduit de 02 Maçons et 02 Ouvriers et l'inachèvement des travaux de parachèvement et finition.
- > Vu la mise en demeure établie par le maître d'ouvrage adressé à l'Entreprise en date du 21/02/2023 demandant à l'entreprise de :
  - Accélérer la cadence des travaux de réalisation.
  - Assurer un approvisionnement régulier en matériaux de construction.
  - Renforcer l'effectif sur la chantier en main d'œuvre qualifiée.
  - Achever les travaux au plus tard 20/03/2023.
- > Vu le rapport de constat de Bureau d'études adressé au Maître de l'Ouvrage en date du 23/02/2023 constatant la consommation totale de délai avec un taux d'avancement global de l'ordre de 65%.

L'entreprise ETB TCE MAACHE IDIR domiciliée à la cité 250 logements BT A 02, WILAYA de BOUIRA est mise en demeure dans un délai de Quarante huit (48) heures à compter de la première publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP de :

- Accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré,
- Mettre un effectif qualifié répondant aux besoins du chantier,
- Doter le chantier en matériels adéquats,
- Approvisionner le chantier en matériaux de construction,

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure, le maître de l'ouvrage (OPGI de BOUIRA) se réserve le droit de procéder à la résiliation unilatérale du marché aux torts exclusifs de l'entreprise.

LE DIRECTEUR GENERAL

# Les Enjeux

  
*Eco*

## Le quotidien de l'Economie

# Les Enjeux

  
*Eco*

# Publicité

# Appelez le

# 06 98 16 55 54

## PACTE DE STABILITÉ

## Le FMI et la BCE approuvent les nouvelles règles de l'UE, mais demandent plus

Les ministres des Finances des 27 pays de l'UE réunis à Stockholm discutent la révision des règles budgétaires de l'Union européenne. La Commission propose de donner plus de souplesse dans les trajectoires des comptes publics, tout en maintenant les sacro-saints 3% de déficit annuel. Rien ne dit pour autant qu'un accord sera trouvé dans les prochains mois.

La Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) approuvent le projet de réforme des règles budgétaires de l'Union européenne, proposé par les ministres des Finances des Vingt-Sept, réunis ce vendredi en Suède. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, « se félicite » du projet initialement présenté mercredi par la Commission européenne, et de « l'effort (de l'exécutif européen) pour parvenir à un compromis », en dépit « des désaccords entre les pays qui font face à des défis différents ».

Le directeur européen du FMI, Alfred Kammer, a, lui, salué d'un projet qui « contient plusieurs propositions que nous défendons », lors d'un point presse à Stockholm. Le FMI appelle encore l'UE à se doter d'« un conseil budgétaire indépendant » capable d'évaluer ces enjeux budgétaires « de façon extérieure à la Commission ».

Les 3% maintenus, mais assouplis

Au programme de la réunion financière des vingt-sept pays de l'UE ce vendredi, et de samedi, figure la réforme du célèbre « Pacte de Stabilité », que la Commission voudrait voir achever d'ici la fin de l'année. Jusqu'à présent, ce projet était suspendu

depuis la pandémie de 2020. La crise sanitaire a fait exploser la dépense publique, mais l'année 2023 devrait bel et bien marquer la fin du « quoi qu'il en coûte ». De nombreuses divergences persistent entre les Etats membres de l'Union européenne sur le Pacte de Stabilité.

Dans le projet de la Commission européenne, les limites symboliques de déficit des administrations publiques, fixé à 3% du Produit intérieur brut, et à 60% du PIB pour la dette devraient être maintenues. En revanche, la Commission s'engage à donner plus de flexibilité aux Etats sur les investissements publics, notamment en phase avec la transition écologique, tout en étant moins rigide sur les trajectoires d'assainissement des caisses publiques.

## Un contrôle sur l'évolution des dépenses

Concrètement, les Etats membres présenteront leur propre trajectoire d'ajustement, accompagnée de propositions de réformes et d'investissements, sur une période d'au moins quatre ans. Ce plan sera évalué par la Commission et les autres Etats membres et fera l'objet d'un contrôle annuel. Les efforts de réformes et d'investissements seraient récompensés par la possibilité d'allonger la période d'ajustement budgétaire jusqu'à sept ans, permettant une réduction

plus douce des dépenses. Le contrôle portera sur l'évolution des dépenses, un indicateur jugé plus pertinent que celui des déficits qui peuvent fluctuer selon la conjoncture. Mais pour les Etats dépassant les seuils de 3% ou de 60%, Bruxelles définira aussi une trajectoire de référence visant à ramener et maintenir le déficit public sous 3% « à moyen terme ». Surtout, pour tenter de satisfaire l'Allemagne, la Commission a ajouté l'exigence pour ces pays d'un effort minimum de réduction du déficit de 0,5% du PIB par an tant que ce ratio sera au-dessus de 3%.

Cette concession a immédiatement été critiquée à Paris. « Certains points sont contraires à l'esprit de la réforme. (...) Nous sommes opposés à des règles automatiques uniformes de réduction du déficit et de la dette », a réagi le ministre français des Finances, Bruno Le Maire.

## Conflit entre les « Frugaux » et les « Méditerranéens »

Les principaux opposants à cette flexibilité demeurent les pays dits « frugaux » d'Europe du Nord. A l'image de l'Allemagne, ils souhaitent maintenir des règles chiffrées et contraignantes de réduction de l'endettement applicables à tous.

« Nous avons un Pacte de Stabilité. Tant que nous n'avons pas de nouvelles règles, les règles ac-

tuelles s'appliquent et donc nous ne sommes pas dans le vide », a ainsi affirmé le ministre allemand des Finances Christian Lindner.

Ce dernier estime donc qu'il n'y a pas d'urgence à engager cette réforme du Pacte de Stabilité. A l'inverse, les pays du Sud surendettés, comme la France ou l'Italie dont la dette atteint respectivement 113 et 150% du PIB, militent pour donner davantage de marges à l'investissement public.

Les défauts des règles actuelles « n'ont été que trop évidents », a constaté le commissaire européen à l'Economie, l'Italien Paolo Gentiloni, en présentant la proposition de réforme. L'objectif des nouvelles est « d'assurer une réduction plus graduelle, mais aussi plus régulière des niveaux de dette tout en accélérant la croissance », a-t-il résumé.

Conclure la réforme avant la fin de l'année est « très ambitieux », reconnaît le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis. « A ce stade, c'est difficile de prévoir combien de temps durera le processus législatif ».

La proposition législative doit encore être débattue durant de longs mois par les eurodéputés et les Etats membres. L'objectif de conclure le processus avant la fin de l'année semble très ambitieux.

## Le yen plonge au plus bas depuis 2008 face à l'euro

Le yen dégringolait vendredi face au dollar et atteignait un plus bas depuis 15 ans face à l'euro, pénalisé par la continuité de la politique monétaire

ultra-accommodante de la Banque du Japon (BoJ). Vers 15H15 GMT (17H15 à Paris), la devise japonaise cédait 1,62% à 136,18 yens pour un dollar, un plus bas en un mois et demi. Face à l'euro, qui a le vent en poupe récemment, elle perdait 1,68% à 150,28 yens après avoir flanché à 150,43 yens, un niveau plus vu depuis septembre 2008.

« L'écart entre l'approche de la BoJ et celle de la BCE (Banque centrale européenne) s'est encore creusé », explique Fawad Razaqzada, analyste chez City Index. Le nouveau gouverneur de la BoJ Kazuo Ueda a annoncé un examen approfondi de la politique monétaire de l'institution... Mais cet examen va prendre entre 12 et 18 mois, explique la banque dans un communiqué. Et à plus court terme, « la banque continue de prévenir dans son communiqué qu'elle n'hésitera pas à assouplir sa politique si nécessaire », souligne Ulrich Leuchtmann, analyste chez Commerzbank.

Contrairement à la Réserve fédérale américaine (Fed), à la Banque centrale européenne (BCE) et aux autres grandes banques centrales, la BoJ n'a pas resserré sa politique monétaire face à la montée de l'inflation à travers le monde. L'inflation a atteint 3% en 2022/23, un plus haut depuis 41 ans, mais la BoJ prévoit une inflation à 1,8% sur l'exercice 2023/24 et à 2% pour 2024/25.

« Ces projections ne sont pas en faveur d'un resserrement de politique monétaire imminent », commente Derek Halpenny, analyste chez MUFG. Résultat, « la faiblesse du yen n'est pas surprenante », ajoute-t-il avant de rappeler que depuis la longue déflation japonaise débutée dans les années 1990, « la BoJ a eu du mal à atteindre » son objectif de 2% d'inflation. La semaine prochaine, les investisseurs se tourneront vers les réunions de politique monétaire de la Fed mardi et mercredi puis de la BCE jeudi.

## FINANCES

## Fitch dégrade la note de la France

L'agence de notation, qui évalue les perspectives financières, a abaissé la note française de « AA » à « AA- ». Une décision motivée par « des fortes tensions sociales » autour de la réforme des retraites.

Le ministre français des Finances Bruno Le Maire a assuré samedi que la France allait continuer à « faire passer des réformes structurantes » dans une déclaration à l'AFP, au lendemain de l'abaissement de la note financière de la France par l'agence Fitch.

« Je crois que les faits infirment l'appréciation de l'agence Fitch. Nous sommes en mesure de faire passer des réformes structurantes pour le pays », a-t-il dit, citant la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites. « Et nous continuerons à faire passer des réformes structurantes pour le pays », a-t-il affirmé dans cette déclaration à l'AFP.

Fitch a abaissé vendredi soir la note française, invoquant les fortes tensions sociales à l'œuvre autour de la réforme des retraites. « L'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) constituent un risque pour le pro-

gramme de réformes de Macron », a estimé dans un communiqué l'agence de notation en annonçant la dégradation de la note française d'un cran, à « AA- » contre « AA » précédemment.

« Nous avons devant nous toute une série de réformes qui vont accélérer la transformation du modèle économique français », a fait valoir samedi Bruno Le Maire. Il a évoqué à ce sujet le « projet de loi industries vertes qui va être présenté dans quelques jours et qui va permettre de réindustrialiser la France, d'ouvrir de nouveaux sites industriels et de créer de nouveaux emplois ».

« Ne doutez pas de notre détermination totale à rétablir les finances publiques de la nation (...) à accélérer le désendettement du pays, à réduire les déficits et à accélérer la réduction des dépenses publiques », a déclaré le ministre français depuis Stockholm où il participe à une réunion des ministres des Finances de l'UE.

Il y a six semaines, le gouvernement français a définitivement adopté son projet de réforme des retraites prévoyant un report de l'âge légal de 62 à 64 ans, grâce à l'appui de l'article 49-3 de la

Constitution qui permet de faire passer un texte sans vote au Parlement.

Cette décision a entraîné au niveau social un net durcissement de la contestation, et plusieurs journées de manifestations violentes sur tout le territoire, rappelant l'épisode des gilets jaunes à partir de 2018. « Cette décision a donné lieu à des manifestations et à des grèves dans tout le pays et renforcera probablement les forces radicales et anti-establishment », a estimé Fitch qui avait assorti sa précédente notation d'une perspective négative, soit le risque d'un abaissement.

La situation actuelle pourrait aussi « créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou d'un renversement des réformes précédentes », redoute l'agence. Attendu pour une actualisation de sa note vendredi dernier, l'agence Moody's n'a finalement pas annoncé de nouvelle notation, tandis que l'agence S&P Global, qui accorde actuellement la note de « AA » à la France avec une perspective négative, doit publier ses conclusions le 2 juin.

## SRI LANKA

## L'inflation s'assagit, sur fond d'austérité et d'aide du FMI

Le taux annuel d'inflation au Sri Lanka est revenu à 35,3% en avril, au plus bas depuis un an, le pays poursuivant les mesures d'austérité imposées par son renouveau fin mars par le Fonds monétaire international (FMI). Selon le ministère du Recensement et de la Statistique, les prix des carburants et des aliments, qui avaient atteint des sommets, ont contribué à ce que l'inflation s'assagisse en avril, tombant au plus bas depuis les 29,8% enregistrés un an plus tôt.

L'île de 22 millions d'habitants avait demandé l'aide du FMI après avoir fait défaut sur sa dette publique de 46 milliards de dollars (43

milliards d'euros) en avril 2022. Le FMI a versé fin mars la première tranche d'un prêt de 3 milliards de dollars étalé sur quatre ans. La hausse des prix a culminé à 69,8% en septembre, les pannes d'électricité se prolongeant après des mois de pénuries de nourriture et de carburant, dans un pays peinant à financer ses importations car à court de devises comme jamais auparavant. Plusieurs mois de manifestations ont forcé le président Gotabaya Rajapaksa à fuir le Sri Lanka et à démissionner en juillet. Son successeur Ranil Wickremesinghe a doublé les impôts sur le revenu, augmenté les tarifs de l'électricité et supprimé les subventions au

carburant, dans le cadre de mesures d'assainissement budgétaire assorties de restrictions au droit de grève.

Mais une grève nationale lancée le 15 mars par une quarantaine de syndicats l'a obligé à déployer des soldats armés dans les gares et le port de Colombo, la capitale. Selon son dernier rapport annuel publié jeudi, la Banque centrale du Sri Lanka prévoit une croissance du Produit intérieur brut (PIB) qui pourrait atteindre 3,3% en 2024, après une contraction record de 7,8% en 2022, suivie d'un recul de 2% prévu pour 2023.

## JAPON

## La Bourse de Tokyo soutenue par Wall Street et dans l'attente de la BoJ

La Bourse de Tokyo avançait légèrement vendredi 28 avril en matinée, soutenue par les gains à Wall Street la veille et attendant les premières annonces de la Banque du Japon (BoJ) sous son nouveau gouverneur Kazuo Ueda en milieu de journée. L'indice vedette Nikkei prenait 0,47% à 28.590,74 points vers 01h15 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 0,51% à 2.042,94 points.

Le marché tokyoïte était encouragé par la Bourse de New York qui a enregistré des gains notables jeudi, en particulier son indice Nasdaq grâce à l'envolée de l'action de Meta après ses résultats trimestriels meilleurs que prévu, ce qui a bénéficié à tout le secteur technologique américain. Cela compensait quelque peu la publication jeudi du PIB américain largement inférieur aux attentes au premier trimestre, conséquence de la vive remontée des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) depuis un an pour lutter contre la forte inflation aux Etats-Unis.

Les investisseurs à Tokyo se tournaient désormais vers la Banque du Japon. Arrivé aux commandes début avril, son nouveau gouverneur Kazuo Ueda devrait opter pour un statu quo monétaire dans l'immédiat, mais ses commentaires devraient être scrutés de près, tout comme les nouvelles prévisions de croissance et d'inflation de la BoJ.

## Du côté des valeurs

**Nissan:** le constructeur automobile Nissan (+1,66% à 488,8 yens) a relevé jeudi ses prévisions de bénéfices pour son exercice annuel 2022/23 achevé le 31 mars. Il escompte désormais un bénéfice net de 220 milliards de yens (près de 1,5 milliard d'euros) contre une prévision précédente de 155 milliards de yens, et a plus légèrement relevé son objectif de bénéfice opérationnel, passé de 360 à 370 milliards de yens. Il a cependant abaissé sa prévision de chiffre d'affaires annuel, à 10.500 milliards de yens (71 milliards d'euros) contre 10.900 milliards de yens attendus jusque-là.

## Du côté des devises et du pétrole

Le yen était quasi stable par rapport au dollar avant la BoJ, un dollar s'échangeant pour 134,03 yens vers 01h10 GMT contre 133,97 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro valait 147,80 yens contre 147,75 yens la veille, et se négociait pour 1,1033 dollar contre 1,1028 dollar jeudi à 21H00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain reculait de 0,12% à 74,67 dollars vers 01H00 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,2% à 78,21 dollars.

## POINTS-MARCHÉ

## Les marchés optent pour le vert après une inflation américaine un peu ralentie

Les Bourses européennes ont terminé dans le vert, suivant la tendance de Wall Street, après une période de flottement face au ralentissement de l'inflation aux États-Unis et la faible croissance européenne.

**A**New York, le Dow Jones est monté de 0,80%, le S&P500 de 0,83% et le Nasdaq de 0,69% à la suite de l'annonce du ralentissement de l'inflation américaine en mars sur un an, conforme aux prévisions des analystes. Les places européennes ont rattrapé leur décrochage du début de séance, digérant une semaine marquée par les résultats d'entreprises et ponctuée vendredi par les publications des PIB européens plutôt moroses.

La zone euro a évité de peu la récession alors que la croissance y plafonne à +0,1% au premier trimestre. Après publication de ces chiffres, les rendements obligataires des dettes des États européens ont fortement baissé. La place de Francfort a terminé en hausse de 0,77%, Londres de 0,50%, Paris de 0,10%, tandis que Milan a cédé 0,30%. A Zurich, le SMI a gagné 0,66%.

L'indice américain d'inflation PCE, indicateur le plus suivi par la banque centrale américaine (Fed), a affiché vendredi un ralentissement à 4,2% sur un an, contre 5,1% le mois précédent. Particulièrement scrutée par les marchés, l'inflation sous-jacente aux États-Unis a ralenti dans une moindre mesure à 4,6% (contre 4,7% précédemment). S'il est "dur de tirer des conclusions positives ou négatives" de tous les indicateurs publiés vendredi, "le marché a décidé de retenir le ralentissement de l'inflation" comme bonne nouvelle "après une semaine difficile", explique Andrea Tuéni, analyste de Saxo Banque, auprès de l'AFP. La modération des marchés s'explique

aussi par "la volonté de ne pas prendre de risque en attendant" la réunion de la banque centrale américaine, la Fed, prévue les 2 et 3 mai.

Les marchés sont convaincus que l'institution monétaire va remonter une nouvelle fois son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, mais espèrent encore qu'elle donnera des indications pour une politique plus accommodante pour les prochains mois.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt de la dette américaine à deux ans, le plus sensible aux anticipations de politique monétaire, baissait légèrement à 4,00% contre 4,06% la veille et celui de la dette à 10 ans reculait plus fortement à 3,42% au lieu de 4,52%.

## Pas d'extra pour Amazon

Amazon a affiché, comme ses grands concurrents, un premier trimestre supérieur aux attentes, qui confirme le redressement de la trajectoire du groupe. Des résultats jugés néanmoins insuffisants par Wall Street, à cause de moins bonnes performances du côté du cloud (informatique à distance). Le titre a perdu presque 4%. La place new-yorkaise a durement corrigé Snap, maison mère de Snapchat et ses résultats du premier trimestre, son action perdant plus de 17%.

Les dépôts, point noir des banques Les incertitudes bancaires sont revenues sur le devant de la scène, la banque régionale First Republic Bank ayant été suspendue de cotation après un nouveau plongeon de 43%. Ses jours paraissent comptés.

La banque britannique Natwest a annoncé un bénéfice en hausse grâce aux taux d'intérêt mais l'action a chuté de 3,75% à Londres.

La tendance s'est répercutée sur toutes les banques européennes. Banco Sabadell a dévisé de 7,14% à Madrid, Commerzbank de 3,96% à Francfort et UniCredit de 3,75% à Milan.

## Bayer chahuté

Après des critiques d'actionnaires réunis en assemblée vendredi, le groupe d'agrochimie et de santé Bayer (+0,07%) va revoir le système de rémunération de son directeur, a promis Norbert Winkeljohann, président du conseil de surveillance.

Les actionnaires ont aussi réclamé un nouveau départ à la maison mère de Monsanto, où le nouveau patron, Bill Anderson, va remplacer en juin Werner Baumann sur le départ.

## Du côté des barils et des devises

L'euro cédait 0,10% face au billet vert à 1,1017 dollar vers 20H55 GMT.

Le bitcoin baissait de 1,00% à 29.336 dollars.

Le prix du pétrole a rebondi à la veille des réductions imminentes de production de l'Opep+.

Le baril de Brent de mer du Nord a pris 1,49% à 79,54 dollars et celui du WTI américain 2,57% à 76,78 dollars.

Si les Bourses européennes entamaient un long week-end avec le lundi férié du 1er mai, Tokyo et Wall Street resteront ouvertes.

## CHINE

## Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert vendredi indécises, malgré une séance de gains la veille à Wall Street portée par les valeurs technologiques et des indicateurs encourageants pour l'économie américaine.

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng pre-

nait 0,48% à 19.936,02 points.

De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédait 0,08% à 3.283,12 points, tandis que la place de Shenzhen était quasi stable à 2.026,71 points.

## BOURSE DE NEW YORK

## Wall Street termine la semaine sur une note positive

**L**a Bourse de New York a conclu vendredi légèrement dans le vert une semaine riche en résultats technologiques et nouvelles macro-économiques avant une réunion de la Fed la semaine prochaine.

L'indice Dow Jones a gagné 0,80% à 34.098,16 points et le S&P 500 0,83% à 4.169,48 points tandis que le Nasdaq à forte coloration technologique a avancé de 0,69% à 12.226,58 points.

L'indice des valeurs vedette affiche ainsi son meilleur mois depuis janvier (+2,5%). Indécis en début de séance, les indices ont finalement opté pour le vert au cours de cette dernière journée de cotation d'avril, malgré une réaction négative aux résultats de la mégacapitalisation Amazon (-3,98%). Le tassement de son chiffre d'affaires dans le cloud (informatique à distance) a refroidi les traders. Cela n'a pas empêché le Nasdaq de conclure dans le positif pour la troisième séance consécutive et de gagner 1,5% sur la semaine, grâce aux bons résultats trimestriels de Meta (+0,74%), Microsoft (+0,80%), Alphabet (-0,14%).

Intel s'est envolé de 4,02% malgré une nouvelle perte trimestrielle, toutefois moins pire que prévu.

"Dans l'ensemble les résultats ont impressionnés cette semaine, le secteur de la technologie menant la charge", a résumé Edward Moya, analyste pour Oanda. Pour Patrick O'Hare de Briefing.com, "c'était un peu une séance de répit avec des données macroéconomiques décentes".

## La Fed, la semaine prochaine

Sur ce front, et avant une réunion cruciale de la banque centrale américaine la semaine prochaine, l'inflation, mesurée par l'indice PCE privilégié par la Fed, a distillé des indications mitigées.

Certes elle a ralenti à 4,2% sur un an en mars contre 5,1% le mois d'avant, une bonne nouvelle. Mais l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) continue à monter sur le mois (+0,3% comme en février) et ne ralentit que d'un dixième de point sur un an à 4,6% contre 4,7%.

"Ces données ont verrouillé les attentes vis-à-vis d'une nouvelle hausse des taux de la Fed" à la réunion des 2 et 3 mai, a conclu Edward Moya.

La nervosité bancaire a encore joué. Par conséquent, l'action de la banque en grandes difficultés First Republic a encore plongé de 43% à 3,51 dollars et sa cotation a été suspendue à plusieurs reprises.

"Les investisseurs s'en isolent" mais il ne semble pas y avoir de contagion dans le secteur bancaire, a relevé Patrick O'Hare. Pour Edward Moya, "il semble que les espoirs d'une fusion bancaire ou d'un chevalier blanc s'estompent rapidement".

Selon lui, les régulateurs paraissent "prêts à la laisser s'effondrer" alors que "les grandes banques qui ont déjà versé 30 milliards de dollars en dépôts pour la soutenir, hésitent à gaspiller davantage d'argent".

Concomitamment, les régulateurs comme la Fed et la FDIC ont publié vendredi leurs rapports sur la faillite de la banque SVB reconnaissant des défaillances dans l'efficacité de leur supervision.

Ailleurs à la cote, Snap - maison mère du réseau social Snapchat - s'est écroulé de 17,05% à 8,71 dollars après avoir publié un chiffre d'affaires décevant au premier trimestre, en dépit d'une hausse du nombre d'utilisateurs quotidiens. Les ventes trimestrielles de Snap ont reculé de 7%, tombant à 989 millions de dollars. Le groupe a subi une nouvelle perte nette trimestrielle.

Exxon-Mobil a gagné 1,29%, le géant américain du pétrole et du gaz ayant annoncé avoir doublé ses profits au cours du premier trimestre malgré le repli des prix des hydrocarbures par rapport à la même période de 2022.

Son rival Chevron a avancé de 0,98% après une hausse de son bénéfice net grâce aux bonnes marges de raffinage mais son chiffre d'affaires trimestriel global a reculé.

Colgate-Palmolive (+2,40%) a été soutenu par les hausses de prix de ses produits qui ont fait grimper ses ventes de 8% au premier trimestre même s'il a vendu moins en volume (-2%).

Les taux obligataires à dix ans se sont un peu détendus à 3,42% contre 3,52% la veille.

Si la plupart des marchés occidentaux ferment lundi pour le 1er mai, Wall Street sera ouverte.

## CHATGPT Menace-t-il nos emplois ?

*Dans de nombreux secteurs, ChatGPT est devenu un outil que l'on met ouvertement à contribution. Au risque de se passer de certains exécutants... D'ores et déjà, dans des cabinets d'avocats, comme dans des agences de relations publiques, ChatGPT rime avec*

« Nous faisons rédiger nos communiqués de presse par ChatGPT », « J'ai des collègues avocats qui se servent de ChatGPT pour rédiger les courriers », « Nous avons trouvé que ChatGPT faisait un job aussi bon que nos rédacteurs... » Tout cela, ce sont des phrases réelles que l'auteur de cet article a entendu de la part de membres de professions diverses : courtier, avocat, cadre d'agence de relation publique... Il n'a pas fallu longtemps pour que les intéressés réalisent que cette intelligence arti-

cielle pouvait prendre en charge quelques tâches administratives et que cela pouvait se traduire en une réduction salutare -- à leurs yeux -- de budget. En réalité, cette préoccupation est devenue intense. Il est devenu difficile de parler à quelqu'un de ChatGPT et consorts sans qu'il n'évoque tôt ou tard une question brûlante : « Est-ce que ChatGPT risque de me mettre au chômage ? »

**25 % des emplois potentiellement remplaçables**  
Au début du mois d'avril 2023, une étude de Goldman Sachs a publié les résultats d'une

étude et celle-ci n'a rien fait pour apaiser les craintes évoquées plus haut. Cette banque d'investissement a voulu analyser l'impact à grande échelle d'applications tels que ChatGPT. L'une de ses conclusions est certes positive : les outils d'IA devraient entraîner une augmentation de 7 % de la richesse mondiale, grâce aux gains de productivité qu'ils induisent. Seulement voilà... Dans le même temps, ces mêmes outils seraient à même de prendre en main le quart de la charge de travail, dans des continents comme les États-Unis ou l'Europe !

### CONTRE LES « HALLUCINATIONS » DES CHATBOTS

## Un remède a été trouvé !

Nvidia vient de présenter NeMo Guardrails, une couche logicielle qui permet de guider les réponses des intelligences artificielles génératives. Le système doit permettre d'éviter les hallucinations, ainsi que de créer des chatbots personnalisés, plus sûrs et qui sont limités dans les sujets qu'ils peuvent aborder. Les intelligences artificielles génératives ont la fâcheuse tendance à toujours vouloir apporter une réponse, même quand elles n'ont pas les bonnes informations. Ceci a créé un phénomène baptisé « hallucinations », où les chat-

bots donnent des mauvaises réponses qui semblent parfaitement plausibles. Pour tenter de contrer ce phénomène et offrir un moyen de personnaliser les IA, Nvidia a créé NeMo Guardrails. Le système est une couche logicielle supplémentaire qui surveille tous les échanges avec un grand modèle de langage (LLM). Il a été conçu pour fonctionner avec tous les LLM, y compris GPT de ChatGPT, et est compatible avec LangChain, une plateforme de développement d'applications utilisant les LLM.

### Une IA qui vérifie ses propres affirmations

NeMo Guardrails utilise une base de données pour vérifier les réponses générées par le modèle de langage. Si l'information ne s'y trouve pas, le chatbot génère la réponse plusieurs fois, et si les réponses diffèrent, il en conclut qu'il s'agit d'une hallucination. Le système s'inspire du Self-CheckGPT développé à l'université de Cambridge. En plus d'éviter les hallucinations, le système peut bloquer le langage inapproprié, empêcher l'IA de se connecter à des applications externes non sécuri-

sées, et permet de limiter les sujets qu'elle peut aborder. NeMo Guardrails pourra être personnalisé avec des connaissances très basiques en programmation. Nvidia a développé un langage de modélisation baptisé Colang qui permet de définir le comportement des IA avec le langage naturel. Le système peut donc être facilement utilisé pour créer des chatbots spécifiques pour des entreprises, par exemple un chatbot pour assurer le service clients qui ne peut pas parler de la météo ou des produits de la concurrence...

### STABILITY AI

## Il lance une alternative libre à ChatGPT

Stability AI vient d'annoncer un nouveau grand modèle de langage pour rivaliser avec ChatGPT. Son code source est publié sous licence libre afin de démocratiser l'accès aux nouvelles intelligences artificielles génératives.

Face au succès des IA génératives propriétaires, comme ChatGPT et Google Bard, les initiatives libres se multiplient. Après Databricks et Dolly 2.0, c'est au tour de Stability AI de lancer son propre modèle de langage libre baptisé StableLM. La firme est connue pour avoir publié

Stable Diffusion en août 2022, et sa version 2.0 en novembre, une intelligence artificielle spécialisée dans la génération d'images à partir de texte.

Stability AI souhaite démocratiser l'accès à l'intelligence artificielle en publiant le code source sous li-

cence libre CC BY-SA-4.0 (Creative Commons, By ShareAlike), ce qui signifie que tout travail dérivé doit citer l'auteur original et garder la même licence. À l'heure actuelle, deux versions de StableLM sont disponibles en version alpha sur GitHub.

### UN BAIN D'HUILE

## Pour refroidir les data centers de façon plus verte

Le groupe mayennais Numains démarre la commercialisation de ses cuves innovantes, dans lesquelles les serveurs sont plongés pour les refroidir.

La cuve contient plusieurs centaines de litres de fluide diélectrique, dans lequel on plonge les serveurs.

Hyperion mise sur la technologie naissante de l'immersion pour refroidir les data centers.

En plus de réduire sa consommation d'électricité et d'eau en se passant de climatisation, elle permet de récupérer plus facilement la chaleur.

Une énorme cuve en inox remplie d'huile. Voilà le drôle d'équipement qui pourrait se déployer dans les prochaines années chez les entreprises ou collectivités disposant d'un important parc informatique. Ici, pas question de cuisiner des frites mais bien de s'attaquer à un problème très énergivore, le refroidisse-

ment des data centers, alors que le numérique est déjà responsable de 2,5 % de l'empreinte carbone de la France selon une récente étude de l'Ademe et l'Arcep.

Alors que les start-up rivalisent d'idées pour refroidir ces serveurs le plus efficacement possible, Hyperion mise sur la technologie naissante de l'immersion grâce à une sorte d'énorme aquarium, de 600 à 900 litres. « On va plonger le serveur dans ce qu'on appelle vulgairement de l'huile, qui est en réalité un fluide diélectrique et biodégradable, explique Xavier Colas, responsable des projets stratégiques au groupe mayennais Numains. Ce liquide a des caractéristiques particulières, et notamment celle de ne pas conduire l'électricité. » Autre gros atout : pas besoin de climatisation pour refroidir les salles, avec la promesse d'un gros gain sur la facture d'électricité qui serait divisée par deux,

mais aussi d'une très faible consommation d'eau. Et cette solution se veut carrément vertueuse puisque « 90 % de la chaleur peut ensuite être récupérée, plutôt que de la dissiper bêtement », assure Xavier Colas qui se félicite d'avoir relevé ce défi technique, après une année de tests.

### La corrosion limitée

« Avec un échangeur thermique, on peut ainsi réinjecter de l'eau chaude pour soulager la chaudière d'un bâtiment, poursuit le responsable, dont les équipes se répartissent entre Laval et Vannes. De premiers clients, des PME et des collectivités engagées en matière de RSE, se sont déjà manifestés. Il y a aussi ces personnes qui rénovent un moulin : elles veulent fédérer les besoins des entreprises environnantes en matière d'hébergement de données, ce qui pourrait permettre de chauffer les gîtes qu'elles

### POUR LA PRODUCTION

### DES NOUVEAUX IPHONE

## Apple pivote vers l'Inde

Après Foxconn au mois de septembre, Pegatron, l'un des principaux sous-traitants de la firme à la pomme, a commencé à assembler des iPhone 14 en Inde. En délocalisant partiellement en Inde, Apple cherche à moins dépendre de la Chine et de sa politique zéro Covid. Apple accélère en Inde. Selon Bloomberg, le taiwanais Pegatron, l'un des principaux sous-traitants de la firme à la pomme, a commencé à assembler des iPhone 14 dans l'Etat du Tamil Nadu. Il s'agit du deuxième sous-traitant d'Apple à fabriquer le dernier-né des iPhone en Inde. Fin septembre, le principal sous-traitant de l'entreprise américaine, le taiwanais Foxconn, avait fait de même, tout en maintenant cependant le gros de la production en Chine.

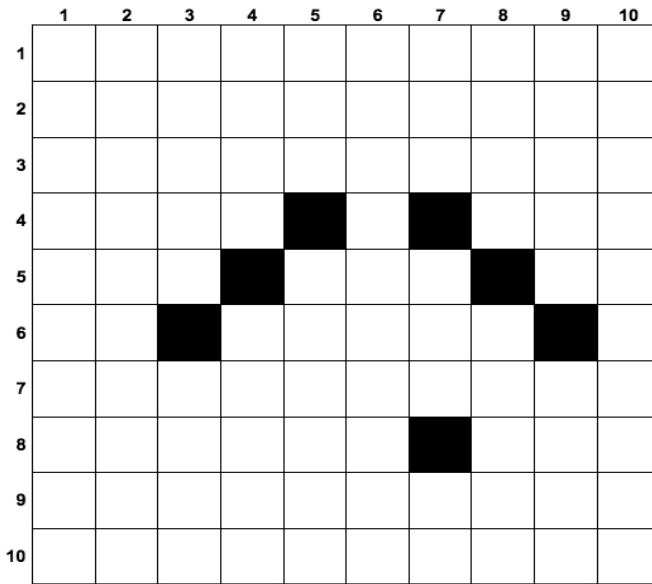
### CRISE DANS LA TECH

## Pourquoi Apple s'en tire beaucoup mieux que tous les autres

La marque à la pomme fait figure d'exception dans la tech, après une semaine catastrophique qui a fait vaciller Snap, Meta et Amazon. Son modèle hybride, mêlant hardware et services, et sa moindre dépendance à la publicité numérique lui ont permis d'atteindre de nouveaux records. La panne de croissance dans la tech ? Pas chez Apple ! Après une semaine catastrophique pour le secteur - 800 milliards de dollars de valeur boursière sont partis en fumée après les mauvais résultats de Snap, Meta et Amazon - la performance d'Apple en 2022 offre un contraste saisissant. Non seulement la marque à la pomme résiste, mais elle se paye en plus le luxe d'atteindre de nouveaux sommets. Pour la première fois, le groupe a quasiment atteint la barre des 400 milliards de dollars de chiffre d'affaires, selon les résultats annuels (exercice décalé) publiés jeudi soir. Et avec 99,8 milliards de résultat net, quelques jours seulement lui suffiront pour franchir le seuil des 100 milliards. Une croissance très rentable donc qui lui permet d'aborder la période de Noël, la plus faste pour les ventes d'iPhone, avec beaucoup d'optimisme. En Bourse, le cours d'Apple n'a perdu « que » 20 % depuis le début de l'année, quand celui de Meta a été divisé par trois et Snap par... presque 5.

comptent aménager. » Hyperion, qui vient de lancer la commercialisation de ses cuves fabriquées en France, espère en déployer « plusieurs dizaines d'unités » dans l'Hexagone dans les trois prochaines années. Dans un deuxième temps, l'hébergeur se voit bien faire son trou à l'international, et notamment dans les pays chauds et humides. « En plus de s'inscrire sur la problématique mondiale des coûts de l'énergie, le fluide que l'on utilise limite la corrosion du matériel, vante Xavier Colas. On a moins de pannes, des équipements plus durables. » Alors que plusieurs sociétés misent sur cette technologie de l'immersion, avec même l'utilisation d'huile de cuisson recyclée, Hyperion a « la prétention que l'ingénierie très poussée ait permis de développer la solution la plus performante qui existe aujourd'hui. »

Grille 1



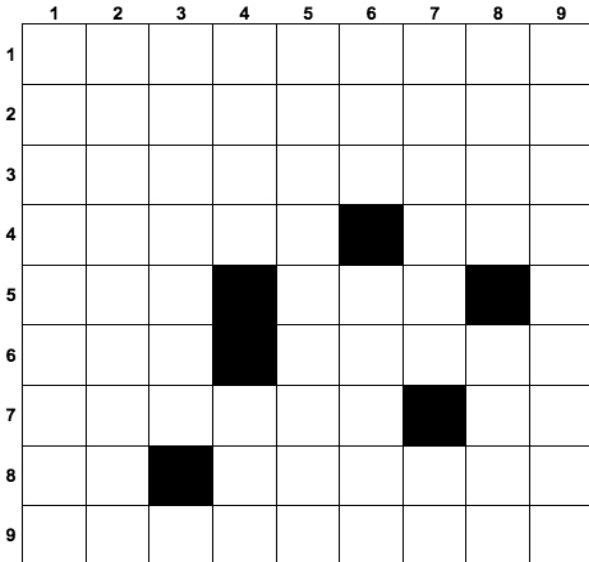
Horizontalement

1 Mise à jour.2 Rêve de Sarko.3 A la loyale.4 Cauchemar de Sarko.- La queue d'un ange.5 Pas en Angleterre.- Pompé.- Fin d'infinif.6 Article.- Originaire des Canaries.7 Outil de communication.8 Mis au chaud.- Plus il est grand, plus on rapetisse.9 Voué aux transports.10 Un peu collantes.

Verticalement

1 Il se plante en toutes saisons.2 Utile pour planter, à certaines saisons.3 Extrait du Télé-foot.- Es brillant.4 Face, évidemment.- Méprisables et complètement désordonnées.5 Moyen de communication.- Pour faire monter la pâte.6 Il fait du cinéma.7 Partie d'un item.- Placé.- Précieux symbole.8 Certains le mettent à l'ombre, d'autres au soleil.- Pas bien malin.9 La corde au cou.- Amateur de grande bouffe.10 Officiellement reconnues.

Grille muette



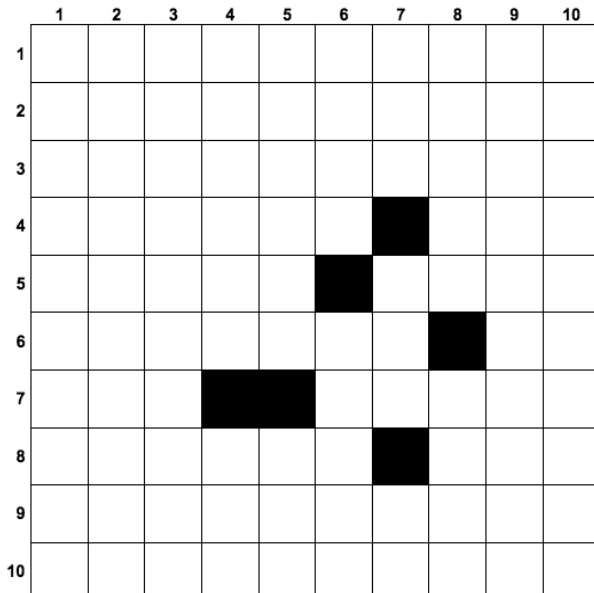
Horizontalement

1 Dans la mêlée.2 Meilleurs au rugby qu'en finance.3 Meilleurs que les précédents au dernier mondial.4 Planté dans le gras du voisin, au coeur de la mêlée.- D'accord chez les Yankees.5 Fit bloc.- Des points qu'on ne marque pas.6 Il s'en faut d'un cheveu pour qu'on l'ait dans la peau.- On l'a dans la peau pour se faire des cheveux.7 Virera à gauche.- Fichier informatique.8 En délire.- Le dernier dinosaure.9 Comme de la sueur et des larmes.

Verticalement

1 Boute-en-train.2 Ensablé.3 Programmés pour frapper.4 On peut y prendre part.- On vous la met dans la peau.5 Reproduite, mais pas à l'identique.6 Sorties du Samedi.- On s'assoit dessus sans complexe.7 Il réussit à se faire des bleus tirant sur le violet.- Cale.8 Elle n'en finit pas de remonter sur les planches.- Elle a fait peau neuve.9 Spécialistes chez les rugbymen ?

Grille 3



Horizontalement

1 Prêt à tout pour avoir un siège.2 Partie de la Suisse.3 Retournerait sa veste.4 Bonnes conduites.- Bosser partiellement.5 Se prendre pour le bon Dieu.- Se réfère à la base.6 Forêt de fayards.- Encyclopédie médicale.7 Juste au milieu.- Bouche-trou.8 Malaise au milieu de l'eau.- Jog-gait.9 Inondation.10 Sommaires.

Verticalement

1 Est-ce le bon moyen pour offrir un siège ?2 Essentielle mais collante.3 Accouchons de petits lapins.4 Assurer la reproduction.- Mal-séant quand il est gros.5 Evaluera l'emballage.- Méfiez vous de son courant.6 Chaste et pure Espagnole.- Sans expérience.7 Aide à la recherche.- Montra sa surprise.- Note.8 Port de la mer rouge.- C'est de la crotte.9 Comme notre président, le jour de son investiture.10 Préjudices.

STELLANTIS

## En route pour atteindre ses objectifs environnementaux et sociaux ambitieux

Stellantis publie aujourd'hui son deuxième rapport sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE), qui confirme le respect de ses engagements sociaux et environnementaux ainsi que sa détermination à atteindre ses objectifs.

« **N**ous sommes conscients de notre rôle et de notre responsabilité pour faire face aux enjeux sociaux et environnementaux auxquels notre monde est confronté. Cela inclut notamment que nous proposons des solutions innovantes pour préserver la liberté de mouvement de tous les citoyens », a déclaré Carlos Tavares, CEO de Stellantis. « Notre approche holistique fondée sur un dialogue avec nos différentes parties prenantes nous a permis de progresser vers notre objectif ambitieux d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2038, contribuant ainsi à protéger notre planète tout en assurant l'avenir de notre entreprise. » Notre approche RSE est pleinement intégrée dans Dare Forward 2030, le plan stratégique à long terme de l'entreprise. En 2022, nos actions RSE ont notamment concerné les domaines suivants : Enrichissement de notre rapport climat (voir Chapitre 2), qui présente l'approche holistique de Stellantis en matière de décarbonation et confirme que l'entreprise est en bonne voie de parvenir à atteindre la neutralité carbone, tous scopes confondus, d'ici 2038, avec un pourcentage de compensation des émissions résiduelles à un seul chiffre. En 2022, Stellantis a réduit de 11 % l'empreinte carbone de sa chaîne de fabrication sur les scopes 1 et 2 par rapport aux résultats de 2021. L'entreprise confirme également la mise en œuvre de sa stratégie de décar-

bonation de son scope 3 par la commercialisation de produits et services durables. Cette stratégie s'appuie sur l'électrification de la gamme de produits, la prise en compte des émissions de GES dans les critères de sélection des fournisseurs des matières les plus émissives, et la mise en œuvre d'une démarche d'économie circulaire la plus complète. Publication et mise en œuvre de plusieurs politiques mondiales au sein de l'entreprise : la politique environnementale et énergétique, la politique sur les Droits Humains, les directives en matière d'achats responsables. Transformation de Stellantis en tech company de mobilité durable centrée sur les collaborateurs grâce à des initiatives de formation et de requalification, ainsi que la volonté d'accroître la diversité et l'inclusion, avec 27 % de postes de direction actuellement tenus par des femmes et un objectif de 30 % d'ici 2025. Soutien par la fondation Stellantis à différentes organisations internationales et associations à but non lucratif pour faciliter l'accès à l'éducation. Stellantis a également initié le « Freedom of Mobility Forum », géré par Wavestone en tant que tierce partie neutre, qui rassemble des contributeurs internationaux mais par une envie commune d'engager des discussions qui sont fondées sur des faits, remettent en question le statu quo, élargissent les perspectives et identifient la meilleure façon de préserver une liberté de mouvement sûre, abordable et dura-

ble pour une société confrontée aux enjeux du réchauffement climatique. Le rapport RSE 2022 de Stellantis présente à travers six grands piliers sa politique RSE et ses 22 enjeux de développement durable. Pour chaque enjeu sont détaillés la vision, les objectifs, les risques et les opportunités de l'entreprise ainsi que la gouvernance, les politiques, les organisations, les initiatives clés et les résultats. Stellantis publie de manière transparente les résultats 2021 et 2022 des principaux indicateurs liés à ses objectifs à court, moyen et long terme. Les six piliers qui correspondent aux macro-risques identifiés sont : Avoir un impact tangible sur le changement climatique Accompagner la transformation de l'entreprise par le développement du capital humain Répondre à l'évolution des attentes des clients en matière de mobilité Prévenir toute infraction aux règles grâce à la mise en œuvre d'une culture d'entreprise basée sur l'éthique Protéger les ressources naturelles et promouvoir leur utilisation responsable Promouvoir la protection des Droits Humains et soutenir un développement économique équilibré des territoires Durant l'année 2022, Stellantis a finalisé la consolidation de ses données suite à la création de la société en janvier 2021, et a poursuivi l'harmonisation de ses pratiques conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

CITROËN 2CV

### La voiture qui a changé l'histoire de Citroën

Introduite en 1948 après la Seconde Guerre mondiale, la Citroën 2CV est véritablement une voiture de légende. Fiable, simple et économique, c'est la voiture préférée des français, mais pas seulement. Aussi à l'aise en ville qu'à la campagne, sa suspension souple lui permettait même de rouler sur des routes cahoteuses sans trop secouer ses occupants à une période où la population avait besoin de s'évader après des années de conflit. Motorisée par un deux cylindres refroidi par air de 375 cm<sup>3</sup> produisant seulement 9 ch, son moteur a évolué au fil des années, atteignant jusqu'à 32 ch. Parfaitement fonctionnelle, la deudeuche a une capote amovible et des sièges avant rabattables afin de transporter des objets encombrants.

Aussi célèbre sur la route qu'au cinéma

La Citroën 2CV a aussi une place importante dans la culture populaire française et internationale. Au fil des ans, elle est devenue une icône dans de nombreux pays. Symbole de liberté et de simplicité, elle va même se faire une place de choix dans la culture hippie. La petite Citroën est aussi très ancrée au cinéma. Elle est par exemple apparue dans le film "Le Corniaud" de Gérard Oury, sorti en 1965, où la 2CV de Bourvil se voit percuter par la Bentley de Louis de Funès avec cette réplique devenue culte : "Maintenant, elle va marcher beaucoup moins bien forcément !" De 1948 à 1990, plus de 5 millions d'exemplaires de la "Deuche" ont été produits. Trop vieille pour passer les normes de sécurité et d'émissions des années 80-90 et larguée par de nouvelles concurrentes (Renault 4, Volkswagen Beetle, etc.), Citroën a cessé de la produire le 26 juillet 1990 après une production tombant à 20 000 unités en 1988 contre 300 000 en 1960 !

Voiture de légende devenue voiture de collection

La 2CV est aujourd'hui très appréciée par les collectionneurs. De nombreux clubs et associations de propriétaires de 2CV existent dans de nombreux pays pour célébrer cette voiture qui aura marqué toute une génération. Peut-être qu'elle naîtra un jour sous forme de véhicule électrique. Si la Citroën 2CV mérite d'être la grande gagnante de ce concours, n'hésitez pas à voter en cliquant sur ce lien.

AVEC LE LANCEMENT DU NOUVEAU SUV C3 AIRCROSS

## Citroën accélère sa croissance en Inde, Asie du Sud-Est et Amérique du Sud

Citroën dévoile le nouveau C3 Aircross, un B-SUV familial, robuste à l'extérieur, généreux et accueillant à l'intérieur. Il est le fruit d'une collaboration et d'une conception locale destinée à répondre au plus près aux besoins spécifiques des clients sur les marchés clés de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique du Sud. Le nouveau C3 Aircross incarne sans le moindre doute toute l'identité Citroën. Il porte également tous les marqueurs d'un vrai B-SUV qui promet d'être compétitif au cœur de chaque marché. Il propose aux acheteurs un rapport prix - prestations convaincant, avec une offre sur mesure associant un design unique et musclé, le confort emblématique de Citroën, ainsi qu'une grande po-

lyvalence avec la possibilité de proposer jusqu'à 7 places. Ce nouveau modèle de SUV et la nouvelle C3 compacte déjà lancée représentent des étapes clés dans la stratégie de croissance internationale de Citroën. L'objectif de la marque est de réaliser 30 % de ses ventes mondiales hors d'Europe d'ici à 2025. L'Inde, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud sont des marchés à fort potentiel qui contribueront de façon significative aux ambitions internationales de Citroën. En 2022, les immatriculations de la marque en Inde et Asie-Pacifique ont augmenté de 56,9 % par rapport à 2021 et en Amérique du Sud, elles ont progressé de 21,2 %. En Inde, Citroën a réalisé 6 588 immatriculations en 2022 (+ 872,6

%), au Brésil, + 37,6 % (32 128) et en Argentine, + 11,3 % (13 846). La présence de la marque Citroën dans ces deux régions a été clairement renforcée par le lancement réussi de la nouvelle C3. Le nouveau C3 Aircross est le deuxième d'une gamme de trois nouveaux modèles spécialement destinés aux marchés internationaux dans le cadre du programme C-Cubed de Citroën, annoncé en 2019, et commercialisés entre 2022 et 2024. Comme pour la C3, ce B-SUV est développé et produit localement, à l'usine de Thiruvallur en Inde et à Porto Real, au Brésil, avec un niveau d'intégration du contenu de près de 90 %, ce qui garantit la satisfaction des clients grâce à une offre parfaitement adaptée à leurs besoins, à une disponibi-

lité plus rapide des pièces et à un coût globalement plus faible. Fidèle aux gènes de Citroën, le nouveau C3 Aircross est un SUV robuste et unique, disponible en versions 5 et 7 places, dont le lancement est prévu en Inde et en Amérique du Sud à partir de la fin 2023. À partir de 2024, il sera également lancé en Indonésie, un nouveau marché pour les activités de Citroën, annoncé en octobre 2022, en partenariat avec Indomobil Group en tant que distributeur unique. « Le succès de la stratégie de Citroën visant à développer ses activités à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif de 30 % de ses ventes hors Europe d'ici 2025 dépend de notre capacité à être compétitif pour attirer des clients dans plu-

sieurs régions. Notre stratégie consiste à nous développer dans des régions et des marchés clés à fort potentiel et à croissance rapide, en proposant à nos clients une offre différenciée, abordable, adaptée au contexte local et construite localement. Une offre qui se distingue des autres et répond aux besoins des conducteurs et de leurs familles, tout en leur offrant l'expérience client la plus sereine parmi tous les constructeurs automobiles. Le nouveau C3 Aircross marque une nouvelle étape importante pour Citroën en nous permettant de toucher ces nouveaux clients qui recherchent un B-SUV familial, attrayant, économique et spacieux au design robuste et musclé », déclare Thierry Koskas, CEO de Citroën.

## Des tentatives de contrebande de 996 pièces archéologiques déjouées

Les services des Douanes algériennes ont déjoué des tentatives de contrebande de 996 pièces archéologiques et antiques entre 2018 et le premier trimestre de 2023, selon un bilan de la Direction générale des Douanes dont l'APS a obtenu une copie.

Il s'agit de 821 pièces et ustensiles antiques, 63 pièces de mosaïques de l'époque ottomane, 48 pièces de pierres archéologiques, 22 pièces de monnaie antiques de différentes tailles, 14 pièces fossilisées, 12 épées, 6 statues, 5 pistolets de fabrication artisanale, 3 vases, un (1) masque et une (1) pyxide en os de l'époque romaine, a précisé la même source.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Dimanche 30 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

### Le groupe des BRICS appelle à une solution politique

Le groupe des BRICS a appelé à une solution politique à même de garantir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, exprimant son soutien total à la mise en œuvre de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Les vice-ministres des Affaires étrangères et des envoyés spéciaux du BRICS pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Mena) ont tenu, le 26 avril au Cap, une réunion préparatoire au prochain sommet de cette organisation qui doit se tenir du 22 au 24 août dans la province de Gauteng, en Afrique du Sud.

Dans une déclaration conjointe publiée à l'issue de cette réunion, ils ont souligné "la nécessité de parvenir à une solution politique durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies". Ils ont, à ce titre, exprimé leur "soutien total à la mise en œuvre de la MINURSO".

Les responsables des BRICS ont, en outre, exprimé "leur soutien sans réserve à l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental (Staffan de Mistura) et aux efforts qu'il déploie pour faire avancer le processus politique qui aboutira à la reprise du dialogue entre les parties concernées (le Front Polisario et le Maroc)".

A noter que lors de la réunion, les participants ont également discuté d'un certain nombre de questions internationales, telles que le processus de paix au Moyen-Orient et les développements entre autres, en Libye, en Irak, au Liban et au Yémen.

Les BRICS comprennent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Le prochain sommet de cette année se tiendra sous le thème : "Les BRICS et l'Afrique: un partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif". L'Afrique du Sud assure la présidence des BRICS depuis le 1er janvier 2023, succédant à la Chine.

## AFRIQUE

### Plaidoyer pour la réforme du FMI

En marge des réunions de printemps du FMI, le Groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale a tenu des discussions sur la définition d'une nouvelle architecture financière mondiale. Plusieurs réformes ont été proposées, faisant écho à celles proposées par le G-24. Dans un communiqué publié par la commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ont réitéré leur appel à réformer le Fonds monétaire international (FMI). Dans leur plaidoyer, les responsables ont insisté sur la nécessité d'assurer la disponibilité des prêts, d'améliorer leurs conditions et de remédier aux déséquilibres systémiques.

A l'occasion d'une rencontre du Groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale dont ils sont membres et qui est piloté par la CEA, les ministres se sont dit préoccupés par le manque de ressources du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (PRGT) du FMI qui accorde des prêts concessionnels aux Pays à faible revenu. Pour faire face au problème,

ils proposent d'augmenter les promesses de financement du PRGT afin d'assurer sa durabilité à long terme et de mettre fin au remboursement de ses frais administratifs. Ces mesures, auxquelles pourrait s'ajouter la vente d'une partie des réserves d'or du FMI à moyen terme, viseraient à accroître les disponibilités de financements.

« Le Groupe a également noté la forte utilisation des facilités de prêt d'urgence du FMI - la Facilité de crédit rapide (RCF) et l'Instrument de financement rapide (RFI) - par les pays qui répondent à la pandémie de COVID-19. Le doublement temporaire des limites d'accès annuelles à ces facilités, d'avril 2020 à décembre 2021, a libéré d'importantes sommes de liquidités. Dans le contexte des multiples crises actuelles, les ministres ont exhorté le FMI à relever les limites d'accès annuelles du RCF et du RFI de 50 % à 100 % de la quote-part tout en maintenant les limites d'accès cumulées plus élevées, soit à 150 % de la quote-part jusqu'à au moins la fin de 2024 » précise également le communiqué.

En dehors de l'augmentation des financements, les ministres ont également demandé le plafonnement du

taux d'intérêt du DTS dans le cadre du Fonds de résilience et de durabilité (RST), en particulier pour les pays à faible revenu, ainsi que la suppression ou la suspension des commissions additionnelles du Fonds.

Il faut souligner que le plaidoyer des ministres africains est intervenu en marge des réunions de printemps de 2023 organisées par le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et le Fonds monétaire international (FMI) à Washington D.C. Il fait écho à un appel émis lors de ces mêmes réunions par le groupe intergouvernemental des 24 (G-24), qui a appelé à une réforme du Fonds. D'ailleurs les axes de réformes recommandés par le G-24 et les ministres africains se rejoignent sur plusieurs points, soulignant ainsi l'urgence de ces questions. Parmi celles-ci figurent la réforme du système des quotes-parts, l'amélioration de la représentativité de l'Afrique subsaharienne, ainsi que l'adoption de mesures concrètes dès 2023 afin de réduire les déséquilibres systémiques et définir une nouvelle architecture financière mondiale.

R I

## ASSISES NATIONALES SUR L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

### Une nouvelle loi en préparation

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, a donné hier le coup d'envoi des assises nationales sur l'industrie cinématographique au Centre international de conférences Abdellatif Rahal à Alger.

Une cérémonie d'ouverture rehaussée par la présence du Conseiller auprès du président de la République chargé du ci-

néma et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi, du conseiller du président de la République chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Noureddine Ghoulali, de certains membres du gouvernement et d'un représentant du Premier ministre.

Dans son allocution, la ministre de la culture a souligné que ces assises interviennent en applica-

tion des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'enrichissement du projet de loi sur l'Industrie cinématographique, d'une part, et, d'autre part, de fixer les grands axes de la stratégie prospective du secteur cinématographique en Algérie.

Ces assises ont été précédées de rencontres régionales.

## FÊTE DU TRAVAIL

### La journée du lundi 1er mai chômée et payée

La journée du lundi 1er mai 2023, fête du travail, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, indique jeudi, un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

« A l'occasion de la fête du travail et conformément à la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du lundi 1er mai 2023, est chômée

et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », précise le communiqué, repris par l'agence APS. Toutefois, « les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté », souligne la même source.